

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, MERCREDI 16 AOÛT 1989

Le PQ portera l'affaire Cosgrove devant les tribunaux, prévient Parizeau

GILLES NORMAND
ALMA

Le Parti québécois portera ce qui est désormais convenu d'appeler l'affaire Cosgrove devant les tribunaux, advenant que soit élu le candidat choisi par Robert Bourassa pour représenter le Parti libéral du Québec dans Westmount.

En visite dans la circonscription de Lac-Saint-Jean, hier soir, où il participait à l'assemblée d'investiture du député péquiste sortant, Jacques Brassard, le chef du PQ, Jacques Parizeau, a mis en garde son adversaire Robert Bourassa, en le prévenant qu'il devrait alors expliquer pourquoi il a signé le bulletin de présentation de l'aspirant William Cosgrove, qui demeure à Washington depuis 16 ans.

Rappelant qu'aucun citoyen ne peut se porter candidat pour quelque parti politique que ce soit sans la signature de son chef, M. Parizeau a invité M. Bourassa à la prudence avant de poser sa signature

sur le bulletin du transfuge américain, qui avait cependant conservé sa citoyenneté canadienne, de même qu'une propriété au Québec.

Se disant convaincu que le chef libéral avait agi de bonne foi en présentant ce candidat, mais qu'il avait sans doute été entraîné dans cette histoire par une organisation «déficiente», le leader péquiste a déclaré: «Cependant, M. Bourassa sait, maintenant, qu'il y a contestation de cette candidature. Une signature de premier ministre, ce n'est pas rien. On ne sème pas cela aux quatre vents».

Jacques Parizeau réagissait ainsi à la décision rendue par le directeur général des élections du Québec, Pierre-F. Côté, qui avait été appelé à se prononcer sur l'affaire Cosgrove, à savoir sur les qualités d'électeur et par conséquent de candidat de cet homme de 57 ans qui, encore tout récemment, ne savait rien de la loi 142 (qui permet les services de santé dans leur langue aux anglophones) ni de la loi 178 sur la langue d'affichage.



Jacques Parizeau

Pierre F. Côté a tranché hier en disant, somme toute, qu'il ne pouvait rien faire, ce qui a amené M. Parizeau à déclarer qu'il y avait donc tout lieu de souligner un très sérieux problème quant au fonctionnement du système politique québécois.

Tout au plus, selon M. Côté, la commission pourrait établir que M. Cosgrove n'a pas droit de vote dans tel bureau de scrutin de telle circonscription, ce qui n'altérerait en rien son droit de se porter candidat. Et, déclare-t-il, si le PQ n'était pas satisfait, il n'aurait ensuite qu'à s'adresser aux tribunaux, après les élections.

M. Parizeau estime donc que selon une telle interprétation, n'importe qui, un étranger, pourrait se présenter aux élections générales au Québec, et attendre un jugement de cour pendant des années tout en continuant à siéger comme député, et à augmenter le nombre de députés d'un parti.

«Il s'agit d'une situation à tous égards

incorrecte. Notre code civil permet d'établir la notion de domicile. C'est clair. Ne pas vouloir s'en servir, quand il est temps, se réfugier derrière une telle argumentation, c'est profondément incorrect. Le PQ ne va pas laisser ça là. On va d'abord fait tout ce que l'on peut auprès de la commission de révision des listes électorales de Westmount, pour l'amener à trancher», a dit le président du PQ.

M. Parizeau était accompagné à Alma, par ses candidats Pauline Marois et Guy Chevrette, qui ont aussi pris la parole devant quelque 400 supporters. Jacques Brassard, lui, était flanqué des députés péquistes sortant de la région, Francis Dufour et Jeanne Blackburn, de Hubert Desbiens et même de Christian Claveau, député d'Ungava.

Si l'auditoire a accueilli par des applaudissements nourris les propos de Jacques Parizeau sur la souveraineté, c'est le candidat de Lac-Saint-Jean, Jacques Brassard, qui a le plus remué l'assemblée, en développant le sujet.

Un fan de Pauline Julien ... quand elle chante

PAUL ROY
COWANSVILLE

James Atkinson, le chef du Parti unité, né comme son pendant urbain, le Parti égalité, en réaction à la loi 178, se défend bien d'être un «mange-canayen».

«Je me considère comme un Québécois pure laine», proteste-t-il dans un français sans accent. L'homme d'affaires de Huntingdon pousse la francophilie jusqu'à aimer Pauline Julien.

«Quand elle chante», s'empresse-t-il de préciser. «Pas quand elle parle...»

Parce que le discours nationaliste lui tape sur les rognons. Pour lui, il n'y a pas de «société distincte» au Canada.

«Parce que si tu «fit» pas dans la société distincte, où tu vas?»

Le Parti unité s'attend à présenter des candidats dans une douzaine de comtés à sa première tentative. «C'est bien évident qu'on ne s'attend pas à former l'opposition», signale son chef de 44 ans. «Mais le Parti québécois aussi a commencé dans un fond de cuisine. Tout le monde en riait jusqu'à ce qu'il prenne le pouvoir...»

James Atkinson affirme d'ailleurs respecter les péquistes. «Ce sont des gens convaincus et je les respecte pour ça. Mais je ne partage absolument pas leur philosophie».

— Pourquoi ne pas avoir fusionné avec le Parti égalité puisque vous partagez sensiblement les mêmes objectifs: libre choix dans l'affichage, la langue d'enseignement?

— Nous avons eu des contacts avant le déclenchement des élections mais nous avons manqué de temps.

M. Atkinson prédit d'ailleurs que cette fusion se fera éventuellement. «Présentement, expliquet-il, nous représentons surtout le monde rural tandis que le Parti égalité, c'est surtout Montréal».

— Y a-t-il de la place pour les francophones au Parti unité?

— Il y a de la place pour tous les Québécois et, éventuellement, je voudrais que nous soyons présents à la grandeur du Québec: Trois-Rivières, Lac-Saint-Jean... Il y a beaucoup de québécois francophones qui sont en faveur du libre choix en matière de langue.

Hier, M. Atkinson était à Cowansville, dans l'Estrie, pour présider au choix du premier candidat qui portera les couleurs du parti dans Brome-Missisquoi, le comté du ministre Pierre Paradis.

C'est un éducateur dans la jeune quarantaine, Graham Neil, qui a été choisi par une soixantaine de personnes, des anglophones en très grande majorité, dont beaucoup de têtes grises.

Au cours des prochaines semaines, le parti entend choisir des candidats dans sept autres comtés des Cantons de l'Est: Richmond, Johnson, Saint-François, Mégantic-Compton, Shefford, Sherbrooke et Orford. Il compte également faire la lutte dans quelques autres comtés du sud-ouest de Montréal, dont Châteauguay, et de l'Outaouais.

M. Atkinson, lui-même, envisage de se présenter dans son comté de Beauharnois-Huntingdon. «Je m'en passerai bien», avoue-t-il. «Je préfère de beaucoup faire du vélo. Mais depuis la loi 178, il n'y a plus personne pour nous représenter».

L'idéal serait un grand jardin, «mais il nous faut des usines»

Bourassa inaugure la construction de l'aluminerie de Deschambault

ANDRÉ PÉPIN
DESCHAMBAULT

Transformer le Québec en un grand jardin serait la solution idéale, convient le premier ministre Robert Bourassa, «mais il nous faut des entreprises manufacturières qui créent des emplois productifs», ajoute-t-il du même souffle.

Le chef libéral inaugurerait hier officiellement les travaux de construction de l'aluminerie de Deschambault, du groupe Alumax, une affaire d'un milliard de dollars, génératrice de 500 emplois. L'annonce de ce projet a été faite à plusieurs reprises mais, hier, c'est avec son commando de candidats de la grande région de Québec que le premier ministre a souhaité la bienvenue aux dirigeants d'Alumax. «Il s'agit d'un investissement extraordinaire, le plus important de l'histoire de la région», a lancé M. Bourassa, précisant que la nouvelle usine respecterait les normes environnementales à tout point de vue. «Toutes les précautions ont été prises. Les émissions atmosphériques seront au tiers des normes», a-t-il promis.

Sur la question de l'environnement, qui le talonne depuis le début de la campagne électorale, notamment à cause de l'affaire des BPC de Saint-Basile-le-Grand et leur transport en Angleterre, M. Bourassa a déclaré: «Il y a une nouvelle sensibilité aux problèmes environnementaux. Sensibilité nouvelle, mais très justifiée. Ce qu'il faut réaliser, c'est la croissance économique, tout en protégeant l'environnement».

Dès qu'il apparaît en public, le premier ministre doit répondre de ses engagements dans le domaine environnemental. Il a du mal à faire valoir l'importance des investissements qu'il annonce sans être poursuivi par les médias au sujet des BPC et de la reprise des activités de la centrale thermique de Tracy. «L'ensemble des projets d'aluminerie vont rapporter au trésor public \$1 620 milliards. Les retombées fiscales permettent au gouvernement de faire face aux nouveaux



Le premier ministre Robert Bourassa en compagnie du président et chef de la direction d'Alumax, M. Allen Born.

défis sans augmenter les impôts des contribuables», plaide le chef libéral.

Concernant la reprise des activités à la centrale de Tracy, le premier ministre a déclaré qu'il ne fallait pas dramatiser puisque Tracy ne produira qu'une infime partie de la demande en électricité et ce, pour une durée de quelques mois seulement.

Les BPC

Il a par ailleurs catégoriquement refusé hier de commenter l'affaire des BPC, se bornant à répéter que le conseil des ministres,

réuni aujourd'hui, adopterait une solution qui sera dévoilée en début d'après-midi. «Dans cette affaire, nous avons voulu prendre toutes les précautions. Aujourd'hui, certains nous reprochent d'avoir été trop prudents», a dit M. Bourassa.

Des hauts fonctionnaires, tant à Québec qu'à Ottawa, soutiennent en effet que le transport des BPC vers l'Angleterre n'a été guidé que par la panique des politiciens puisque les barils ultra-isolés ne présentent aucun risque.

Au ministère de l'Environnement, à Québec, on chuchote que les BPC pourraient demeurer à Saint-Basile-le-Grand, le temps de trouver une véritable solution.

Le premier ministre Robert Bourassa est cependant lié par les promesses qu'il a faites à ce sujet, ce qui explique sa grande prudence des derniers jours à ce sujet.

Il a d'abord promis à la population de l'Abitibi que cette région ne deviendrait pas la poubelle du Québec. Aux gens de Saint-Basile, il a promis de les débarrasser de ces déchets. Il a ensuite promis qu'une solution permanente et québécoise serait bientôt annoncée.

Au conseil des ministres, ce matin, plusieurs opinions vont s'affronter. Certains, comme le ministre Marc-Yvan Côté des Transports et organisateur politique pour l'est du Québec, souhaitent que les BPC se retrouvent en pleine forêt, le plus loin possible des urnes électorales. La ville abandonnée de Gagnon, sur la Côte-Nord, serait un site proposé. D'autant plus que la ville se trouve dans le comté de Duplessis, représentée par le péquiste Denis Perron.

Le ministre Raymond Savoie, d'Abitibi-ouest, va tout faire également pour que le convoi n'aboutisse pas en Abitibi car cela pourrait signifier plusieurs défaites électorales pour les libéraux de cette région.

Les alumineries ne permettent donc pas à M. Bourassa d'esquiver le dossier de l'environnement. Il n'aura guère le temps de déployer son artillerie électorale au cours des prochains jours puisqu'il se rend dans la circonscription de Bonaventure appuyer son «vieil ami» Gérard D. Lévesque, juste avant d'être l'hôte de ses collègues des autres provinces, dès le week-end prochain.

La question de l'entente du lac Meech n'est pas à l'ordre du jour de cette rencontre, mais nul doute que M. Bourassa pourra difficilement éviter les questions de tous les médias du pays qui se déplacent généralement pour de tels événements.

André Boisclair devient le candidat du PQ dans Gouin

MARIE-CLAUDE LORTIE

M. André Boisclair, président de la Commission jeunesse du PQ, a été élu candidat du Parti québécois dans le comté de Gouin, dans le nord-est de la métropole.

Agé de 23 ans, M. Boisclair a étudié à Brébeuf et au département d'économie de l'Université de Montréal.

Il a maintenant la mission de conserver dans le camp péquiste pour une cinquième élection, ce comté représenté jusqu'à la dissolution de la Chambre par l'ancien ministre Jacques Rochefort.

M. Rochefort avait quitté le PQ lors de la démission de Pierre Marc Johnson et avait annoncé au printemps qu'il ne se représenterait pas.

Ce comté, où la lutte avec les libéraux est généralement serrée, a déjà aussi élu les anciens ministres péquistes Guy Joron et Rodrigue Tremblay.

M. Boisclair a gagné l'investiture contre M. Pierre Bouchard, président du Parti québécois de Montréal-Centre, et M. Gilles Guy.

Le P.É. dans Westmount

Le Parti égalité présentera ce soir un nouveau candidat dans la circonscription de Westmount: l'avocat Richard Holden.

Ce dernier, qui affrontera le libéral Cosgrove, s'était distingué dans la lutte contre la compagnie d'assurance Sun Life à l'époque où celle-ci annonçait le déménagement de son siège social à Toronto au lendemain de l'élection du PQ. Son slogan sera: «envoyer Holden à Québec et retourner Cosgrove à Washington».

Selon Nick Auf der Maur, journaliste et conseiller municipal, M. Holden, un bleu depuis toujours, est un grand ami de Brian Mulroney. «Lors de ses premiers pas comme jeune avocat, au début des années soixante, M. Holden était son mentor» a-t-il dit.

Électrogrammes

CBC et CFCF organiseront un débat en anglais

■ La proposition de Jacques Parizeau d'organiser un débat en anglais n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Le réseau de télévision CBC et la station CFCF ont conclu hier une entente de principe en vue de l'organisation d'un débat conjoint. Une rencontre entre les patrons de deux réseaux est prévue pour aujourd'hui. «On va négocier, a expliqué Roch Magnan, producteur délégué de CBC, discuter de la formule de l'émission, du partage des coûts et des ressources de production. Après on contactera les deux partis politiques et on leur fera part de notre proposition». Le scénario envisagé par la CBC diffère sensiblement de celui proposé par Radio-Canada. «Nous privilégions à peu près la même formule que celle utilisée lors du dernier débat fédéral, a affirmé M. Magnan, c'est-à-dire un modérateur, choisi à l'extérieur du personnel des deux réseaux, avec la participation de journalistes».

AUTRES TEMPS, AUTRES DÉBATS

■ Autres temps, autres débats. Le 19 octobre 1973, Jacques Parizeau, alors porte-parole de l'opposition en matière d'économie, affrontait Raymond Gar-

neau, ministre des Finances du Québec, sur les ondes de Télé-Métropole. Au cœur du débat, le budget de l'An 1 du Parti québécois. Deux grandes questions mobilisèrent l'attention: est-ce que le niveau de vie des Québécois baisserait dans un Québec indépendant et la dévaluation de la monnaie québécoise. La discussion s'était finalement enlisée, dégénérant en une chicane de technocrates. La présence de Marcel Roy, critique financier de l'Union nationale, et de Fabien Roy, du Parti créditiste, avait d'ailleurs provoqué une certaine confusion.

LÉVESQUE À SON MEILLEUR

■ Trois ans plus tard, soit le 24 octobre 1976, c'est au tour de Robert Bourassa, alors premier ministre du Québec, d'affronter René Lévesque, chef du PQ, à la station de radio CKAC. M. Bourassa passe alors un mauvais moment devant un René Lévesque au meilleur de sa forme et qui, dès le départ, lui attribue «le championnat toute catégorie du chômage, des taxes et du déficit». M. Bourassa réplique en rappelant à son adversaire la fermeture du journal *Le Jour*, la qualification de «première expérience concrète

que les péquistes ont été incapables de réussir». Du tac au tac, M. Lévesque rappelle la faillite du Club de réforme du Parti libéral à Montréal, «une vraie faille» survenue quatre ans auparavant.

AU TOUR DE NADEAU

■ Le chef du NDP-Québec, Gaétan Nadeau, a ridiculisé hier les positions constitutionnelles des partis québécois et libéraux. «Le lac Meech est foutu, a-t-il déclaré. Plus personne n'en veut au Canada. L'indépendance, c'est mort depuis longtemps et cette idée-là nous a suffisamment fait perdre de temps au Québec». M. Nadeau propose plutôt la solution de l'assemblée constituante: «Que les Québécois rédigent leur propre constitution, exerçant ainsi leur droit à l'autodétermination. Une solution démocratique où les minorités québécoises auraient leur mot à dire et ne seraient pas soumises à la dictature de la majorité. Et le chef de conclure, plus ironique: «Un Québec indépendant et péquiste serait encore pris avec ses BPC. Il y a suffisamment d'autres questions qui réclament une action urgente pour qu'on ne

perde pas un autre quatre ou huit ans à pelletter des nuages constitutionnels».

UN PÉQUISTE APOLITIQUE

■ Le Parti québécois a accueilli hier dans ses rangs un nouvel adepte de la souveraineté, soit Rosaire Bertrand, courtier d'assurances de son métier, qui se présentera dimanche prochain à son assemblée d'investiture dans la circonscription de Charlevoix. Rosaire Bertrand est le frère de l'avocat Guy Bertrand, le candidat vedette du PQ dans Louis-Hébert. «J'ai toujours été une personne apolitique, a-t-il confié hier. M. Parizeau m'a téléphoné il y a deux mois pour m'offrir d'être candidat lors des prochaines élections. Je me suis posé des questions: je me présente pour le PQ ou comme indépendant? J'ai décidé d'accepter l'option souverainiste pronée par le parti. Mais ce sont surtout les questions économiques qui m'intéressent». M. Bertrand est membre du PQ depuis une semaine. Il a également précisé qu'il se présente dans le même comté que Brian Mulroney. «Si je suis élu, j'aurai certainement à discuter avec le premier ministre du Canada».

MICHELE OUIMET

Devant un « non », que fera M. Bourassa?

La campagne électorale est commencée depuis une semaine.

Afin de prouver à ses troupes, à ses organisateurs et aux électeurs qu'il est bien l'homme de la situation, Jacques Parizeau se montre agressif et déterminé. Il frappe sur tout ce qui bouge. Ses discours sont empreints d'une bonne dose d'humour. Il a délaissé son langage de professeur aux HEC pour se faire populaire, parfois populiste. Le « syndrome de Galaraga » qu'il a évoqué est certainement la meilleure image-choc de la première semaine. Avec une bonne portion d'opportunisme et de démagogie propre aux politiciens en période électorale, il attaque sans cesse son adversaire.

Étant nécessairement sur la défensive parce qu'il doit répondre des gestes de son gouvernement depuis quatre ans, Robert Bourassa ne semble pas à son aise depuis le début des hostilités: il est plus impatient que d'habitude dans ses réponses et plus méchamment incisif dans ses répliques. De façon délibérée, la stratégie libérale a prévu un lent début de campagne: nous n'en sommes qu'à la mi-août. M. Bourassa laisse s'épuiser les sujets qui l'ennuient comme les BPC, qui ne pourront défrayer les manchettes durant sept semaines. Il laisse s'aventu-

rer M. Jacques Parizeau pour ensuite miser sur ses erreurs, comme la promesse d'imposer les entreprises pour 1,4 \$ milliard. Le mal-aimé des Québécois a l'air désespéré, mais il faut se méfier des eaux qui dorment.

M. Parizeau a sûrement gagné la première manche; comme le lui recommandait le chef libéral, il a « mangé des épinards ». Mais il reste encore six semaines. Même les troupes péquistes ne sont pas encore tout à fait rassurées sur les « performances » de leur chef d'ici au 25 septembre. Il y a danger d'épuisement physique ou psychologique.

Et même si M. Parizeau sort gagnant par l'image qu'il projette et par le solide contenu de ses interventions, il traîne avec lui la mince popularité du Parti québécois et surtout l'hypothèque de l'indépendance qu'il veut réaliser et qui continue de faire peur à bien du monde.

Mais un sujet majeur pour l'avenir même du Québec doit être débattu plus en profondeur qu'il ne l'a été depuis le début de la campagne: c'est celui de l'accord du lac Meech.

On aura beau dire que la constitution n'intéresse plus personne; c'est vrai sur le plan des lois, des règlements, des institutions. C'est cependant faux quand il s'agit de déterminer quelle sera la place du Québec advenant l'échec de l'entente du lac Meech, qu'évoque lui-même maintenant M. Bourassa.

Le chef du Parti libéral est aussi premier ministre du Québec. Il a toutes les chances de le demeurer le 25 septembre. A ce titre, il ne peut se limiter à une question de stratégie advenant l'échec de l'accord.

L'avenir d'une nation, d'un peuple, d'une société distincte dépasse la stratégie partisane. Au cours de la présente campagne, le premier ministre du Québec a l'obligation de révéler aux citoyens ce qu'il entend proposer si le Canada anglais refuse l'accord du lac Meech.

Que le chef du gouvernement attende après la conférence des premiers ministres provinciaux de la fin de semaine prochaine à Québec pour dévoiler ses intentions, c'est normal. Les premiers prévenus doivent être ses homologues provinciaux.

Mais M. Bourassa ne pourra se défilier tout au long de la campagne en cours. C'est justement le moment et le lieu pour débattre d'un sujet qui touche tout le monde et qui inquiète tout le monde.

S'il veut obtenir un appui massif de la population et un mandat clair pour négocier avec le Canada anglais la place du Québec dans la Confédération, il faut savoir avec exactitude ce qu'il fera si des provinces disent non à l'accord du lac Meech.

Claude MASSON

Botha botté

Federik de Klerk succède donc à Pieter Botha à la tête de l'État sud-africain. Le nouveau président dirigeait le Parti national depuis février dernier; M. Botha conservait la présidence. C'est peu dire qu'il s'est accroché à son poste. La maladie n'avait en rien modifié son caractère coriace. Il part, parce qu'il est lâché par ses troupes.

Son étonnante rencontre le 5 juillet dernier avec Nelson Mandela, chef historique du Congrès national africain, organisation en lutte ouverte contre le gouvernement, avait été saluée comme un « événement important ». En réalité, beaucoup avaient vu dans cette démarche inattendue une manœuvre de M. Botha pour destablisser ses adversaires au sein de son propre parti.

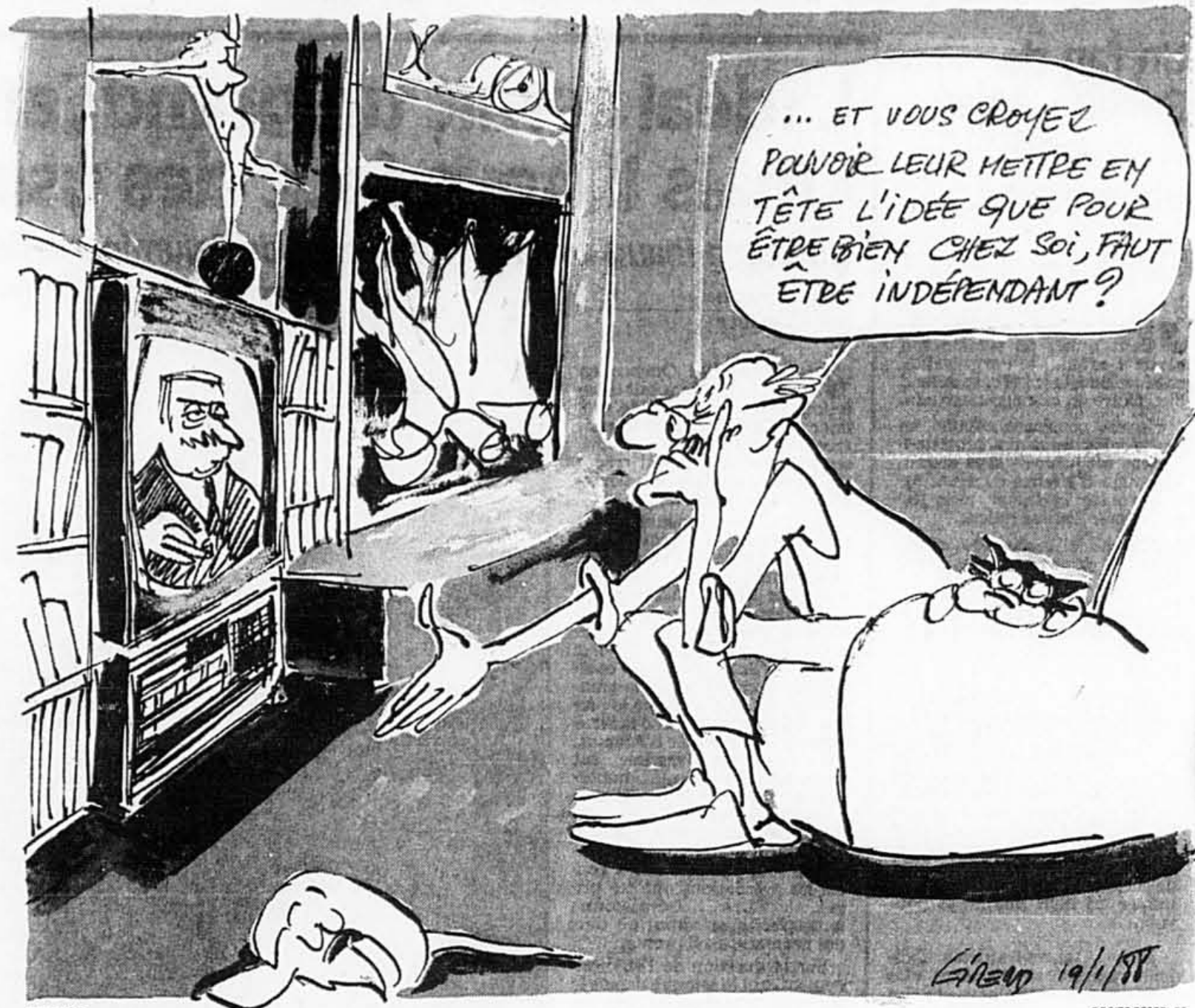
M. Botha a 73 ans. Nelson Mandela en compte 71. Un proche collaborateur de Mandela, Oliver Tambo, a lui aussi 71 ans. Et il est hospitalisé en Angleterre. Le moment est peut-être venu de changer les attelages.

L'arrivée de M. de Klerk laisse, en tout cas, espérer le déblocage d'une situation bien peu encourageante. Le nouveau président n'a pas encore fait ses preuves. Il prononce de belles phrases sur la fin de la domination blanche, il annonce l'ouverture, se déclare favorable à des négociations, mais comme le reconnaît le ministre de l'Information du gouvernement, « il n'y a rien de radicalement nouveau dans la politique du Parti national (parti du gouvernement) ».

P.W. Botha jette l'éponge à un bien mauvais moment. Les désaccords au sein du parti gouvernemental éclatent à trois semaines des élections du 6 septembre. Pendant que les uns jugent tout à fait stérile et nul le bilan de l'administration Botha, que d'autres, au contraire, pensent que l'apartheid est déconsidéré, les conservateurs les plus radicaux s'organisent pour faire échec au faible vent de réforme poussé par une opinion internationale résolument hostile à l'apartheid. A telle enseigne que l'impasse parlementaire pourrait être complète, au lendemain du 6 septembre, si la performance du Parti conservateur aux urnes est conforme aux prévisions des sondages.

Si, à l'étranger, l'apartheid n'a pas d'adeptes, il en va autrement de la validité des sanctions économiques à l'encontre de Pretoria. Beaucoup doutent de leur utilité.

Guy CORMIER



REPRISE

DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres

La sexualité des prêtres

■ Commentant les agressions sexuelles dont sont accusés des prêtres et religieux de Terre-Neuve, une lectrice de *La Presse*, Mme S. Lessard, de Saint-Eustache, affirmait sous cette rubrique le 27 juillet, au sujet de l'abstinence sexuelle des clercs, que « cette chasteté est contre nature et nuit à l'épanouissement total de la personne ». Elle prétendait même que « l'orgasme est aussi essentiel à l'organisme que tous les autres processus d'élimination de notre système, comme se mousser, uriner, etc. ». Je voudrais nuancer ces propos.

Faisant appel à ma propre expérience de vie, je regarde ce problème plus globalement, car plusieurs facteurs viennent expliquer la source de ces problèmes d'abus sexuels. Ne plus exiger l'abstinence sexuelle chez les prêtres ne réglerait pas le problème des agressions sexuelles.

Avant Vatican II, on choisissait généralement assez jeune son projet de vie: le mariage ou la vie consacrée. La pression sociale — elle a toujours existé — incitait les familles à donner un ou deux enfants au clergé ou à la vie religieuse. Ce choix de vie, souvent pris à la hâte à cause de cette pression sociale, finissait (et finit) par peser lourd sur les épaules du consacré. Tous n'y sont pas heureux. L'acceptation de ce choix, presque irréversible à cette époque, n'est pas facile à assumer quelques années ou décennies plus tard.

Aujourd'hui, par les nombreux divorces, nous sommes à même de constater l'immaturité des jeunes couples qui s'engagent dans la voie du mariage. Il ne s'agit pas de condamner ou d'accuser qui

que ce soit. Mais il est important de clarifier ce point de l'abstinence sexuelle qu'exige la vie consacrée ou du célibat. Même à l'intérieur d'une vie de couple il existe (ou devrait exister) une chasteté de mariage; un respect mutuel des conjoints pour goûter à l'amour véritable qui ne grandit pas uniquement par l'entremise des échanges sexuels.

Les valeurs morales de l'Église, belles et profondes, soutiennent l'engagement autant du célibat que du mariage. L'art de transmettre ces valeurs n'est pas valorisé malheureusement. Néanmoins, bien qu'ils soient peu nombreux, des catholiques célibataires et mariés (le levain de la pâte) vivent harmonieusement ces valeurs.

Étant catholique, j'affirme ma position et crois fermement à l'abstinence sexuelle autant dans le célibat que dans celle adaptée du mariage. Il faut réfléchir, se compromettre, regarder avec confiance la génération présente et celles à venir. Elle sont porteuses d'espérance, de pardon, de relevements et de dépassements.

Catherine BARRETTE
Montréal

Honorer des mercenaires?

■ Récemment, *La Presse* rapportait qu'un groupe d'anciens combattants canadiens ayant participé à la guerre du Vietnam recevaient des fonds pour édifier un monument commémoratif. De plus, ils demandent au gouvernement fédéral de leur donner la reconnaissance officielle de « vétérans », c'est-à-dire, d'anciens combattants.

Une telle reconnaissance serait déplacée, car ces combattants ont participé à cette guerre sans y être forcés; en d'autres mots, ce sont des mer-

cenaires. Ils se sont engagés volontairement dans l'armée américaine pour aller combattre pour celle-ci à l'autre bout du monde. Pourquoi devraient-ils reconnaître de quelque façon leur participation en tant que militaires au service d'une grande puissance qui a agressé un peuple qui n'a commis aucun crime, si ce n'est de vouloir être indépendant?

Ce dont les Canadiens devraient être fiers, c'est d'avoir accueilli des milliers de jeunes Américains qui ont préféré quitter leurs familles et amis plutôt que de combattre dans une guerre injuste.

Gary O'BRIEN
Hull

Ces bangs supersoniques

■ J'écris au sujet des vols à basse altitude à la frontière du Labrador et du Québec, en particulier sur l'effet des bangs supersoniques sur les populations locales.

Dans *Science*, volume 226, Gina Kolata raconte la bataille légale qui s'est déroulée dans des comtés ruraux du Nouveau-Mexique et du Texas entre les résidents locaux et l'armée. Dans cette partie des États-Unis les habitants ont subi plusieurs sortes de bangs: des bangs de tapis (« carpet booms » en anglais) qui sont causés par des avions à réaction volant tout droit à basse altitude; des bangs convergents, causés par des simulacres de combats aériens, durant lesquels les ondes de choc convergent et se multiplient; ces bangs sont deux à quatre fois plus forts et peuvent, à leur tour, converger pour former des bangs superconvergentes.

Des bangs convergents et superconvergentes ont causé plusieurs incidents sérieux dans ces régions. Dans l'un des cas,

le pare-brise d'une voiture a sauté et les fragments de verre ont été soufflés jusqu'à une distance de douze pieds. Dans une autre, le mur d'une école a craqué. En plus, des chercheurs de l'armée ont noté, à contre-cœur, dans leur propre étude, qu'un bang supersonique a une fois fait éclater toutes les vitres de toutes les voitures des campeurs garées sur des trajets de vols à basse altitude. (On peut se demander l'effet que ces vols auront sur l'industrie touristique au Labrador.) Les chercheurs eux-mêmes avaient été obligés d'abandonner l'étude après trois jours, à cause de la tension nerveuse que les bangs causaient (p. 147, *Science*, vol. 226).

En outre, des études en République fédérale d'Allemagne montrent que les vols à basse altitude causent des problèmes d'ouïe, chez les enfants surtout. En effet, c'est à cause des graves plaintes à la suite de ces vols à basse altitude en R.F.A. que l'OTAN s'est tournée vers le Labrador comme zone d'entraînement. Il semblerait que les fenêtres et tympans des populations isolées de cette région sont « sacrificiables » dans l'esprit des stratèges de l'OTAN.

John DAVIS
Saint-Jean, T.-N.

Décision horifiante

Au Premier ministre Brian Mulroney

■ Les journaux du 2 août faisaient état de l'approbation donnée par votre cabinet à un prêt gouvernemental de \$100 millions permettant à la Chine d'accepter de l'équipement téléphonique canadien.

Compte tenu des événements qui se sont déroulés très récemment sous les yeux horrifiés des Canadiens qui ont pu voir

les chars d'une armée gouvernementale écraser délibérément des êtres humains pacifiques qui avaient commis le seul crime de clamer bien haut leur foi en la liberté, je suis horrifié que le gouvernement de mon pays ait pu prendre cette décision. (...)

Jean-Pierre ISORE
Mont-Royal

On nous empoisonne

Monsieur Louis Ménard,
Union des producteurs agricoles

■ Vous affirmez dans *La Presse* du 19 juillet que les consommateurs doivent bien laver les fruits et les légumes avant de les manger. Vous dites aussi que cela vous fait rire quand les gens paniquent au sujet des résidus trouvés sur les légumes, alors que ces mêmes personnes arrosent leurs pelouses et respirent des pesticides...

M. Ménard, vous comparez un citron avec un melon d'eau. Tout le monde sait qu'au Québec on répand 3000 tonnes de pesticides, dont 85% sont utilisés en agriculture. La situation réelle de l'agriculture chimique au sud de Montréal est la suivante:

1) Le bassin agricole de Châteauguay reçoit le plus haut tonnage de pesticides par la présence des maraîchers, des vergers et de la culture intensive du maïs.

2) Dans le sud-ouest, de nombreux cas de cancers des lymphes, du cerveau, des cas de Parkinson et d'Alzheimer sont reliés directement à cette chimie agricole. (Ex.: Le Paraquat a été la cause de Parkinson chez les femmes dans la région de Valleyfield.)

3) Les engrais chimiques n'ont besoin que d'une vingtaine d'années pour contaminer toute la nappe phréatique. Nos petits cours d'eau sont sur-

pollués (Esturgeon, Des Fèves, Norton).

4) Les pesticides sont maintenant présents dans nos puits artésiens. Les vaches et les humains bouffent de l'atrazine.

5) Un site d'enfouissement d'une contenance de 1000 tonnes est présent à Mercier. On parle d'une centaine d'années avant de régler la 18e plus grosse contamination de nappe phréatique au monde.

6) De 10 à 12 millions de pneus sont répandus dans le « jardin » du Québec. Un feu à l'un de ces sites serait catastrophique pour notre région et pour Montréal et sa banlieue. (H.A.P.)

Voilà la vraie situation dans laquelle les producteurs agricoles et la population vivent. M. Ménard, l'agriculture québécoise se doit de dire oui à la productivité, la mise en marché, à la transformation agro-alimentaire, au libre-échange, mais elle doit se préoccuper, et ça presse, de la préservation des sols, de la qualité future de la nappe phréatique, de la gestion des fumiers, de l'information sur les mauvaises pratiques agricoles, de l'augmentation des subventions et des crédits sur la recherche et d'une grande ouverture à l'agriculture biologique. (...)

Gabriel GRÉGOIRE
Riverfield

N.B.

■ La Presse accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réservent le droit de les abréger. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit: La boîte aux lettres, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

Il y aura encore plus de femmes dans l'arène électorale



Pauline Marois

Monique Gagnon-Tremblay

MARIE-CLAUDE LORTIE

■ La proportion de femmes parmi les candidats des deux principaux partis politiques est loin de refléter leur place dans la population. Si le Parti libéral du Québec fait sensiblement meilleure figure qu'aux dernières élections, le Parti québécois en compte nettement plus dans ses rangs.

En effet, un peu plus du quart des candidats du PQ — qui n'a encore choisi qu'un peu plus de la moitié de son équipe — sont des femmes. Sur 65 candidatures déjà officielles ou sur le point de l'être, on retrouve environ 20 femmes.

Selon sa vice-présidente, Mme Pauline Marois, le PQ pourrait choisir une équipe maximale de 27 candidates. Sur 125 comités, cela représenterait une proportion d'un peu moins de 22 p. cent.

Au PLQ, où les mises en candidature sont à toutes fins utiles terminées, on compte près de 18 p. cent de candidates. En effet, si

l'on se fie aux dernières listes disponibles, 22 femmes brigueront les suffrages pour le PLQ, contre 103 hommes.

Dans le cas des deux partis, ces chiffres marquent une augmentation de la représentation des femmes au sein des équipes de candidats par rapport aux dernières élections générales. En effet, en 1985, l'équipe de candidats libéraux comptait environ 15 p. cent de femmes tandis que les péquistes en comptaient environ 20 p. cent.

L'augmentation du nombre de candidates dans les deux partis laisse aussi présager des lendemains plus heureux pour la représentation des femmes à l'Assemblée nationale, où l'on comptait environ 15 p. cent de femmes chez les députés libéraux et environ 20 p. cent chez ceux du PQ.

«Je ne suis pas complètement satisfaite de ces chiffres pour le moment, même si c'est mieux qu'aux dernières élections. Mais on a travaillé très fort au recrutement des femmes et je suis con-

fiant que notre travail aura un effet d'entraînement dont on verra bientôt les conséquences», commente Mme Marois.

Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine et candidate libérale dans Saint-François n'est pas encore satisfaite non plus: «Il n'y aura jamais assez de femmes en politique».

La ministre trouve toutefois intéressant que les candidates libérales aient de plus en plus accès aux comités sûrs et qu'elles affichent des profils professionnels diversifiés. Elle souligne en outre que 14 des 18 femmes présentées lors des dernières élections ont été élues et qu'il y a cinq femmes au cabinet.

«C'est encore nettement insuffisant», affirme pour sa part la directrice-générale de la Fédération des femmes du Québec, organisme qui représente plus de 75 000 femmes.

«Mais c'est tellement difficile de les convaincre de se lancer en politique. Beaucoup y pensent,

peu se décident, ajoute-t-elle. Des femmes comme Mmes Marois et Gagnon-Tremblay ont dû déboursier plus de \$30 000 aux dernières élections. Les femmes ne fraient pas dans les cercles financiers autant que les hommes, elles n'ont donc pas accès à ce genre de sous».

«Aussi, souvent les femmes veulent militer mais pas embarquer dans le jeu du pouvoir, commente la députée péquiste d'Hochelaga-Maisonneuve, Mme Louise Harel. Les règles sont trop masculines: la gestion du temps ou encore les critères d'évaluation. Par exemple, un homme qui parle fort est un homme qui veut se faire entendre. En Chambre, une femme qui crie est une hystérique», ajoute-t-elle.

«Il est de plus très difficile pour les femmes de concilier les rôles. On ne demande jamais aux hommes comment ils font pour être père et politicien à la fois. Ça va de soi», dit cette mère d'une adolescente de 14 ans qui se réjouit quand même de l'augmentation des chiffres.

Le PQ: «Tout sera complété à la fête du travail»

■ Le Parti québécois aura virtuellement complété son choix de candidats dans quinze jours. Pour l'heure, 54 d'entre eux ont déjà été désignés — dont la plupart des députés sortants — et les assemblées d'investiture dans les comités restants devraient se tenir d'ici la fin du mois.

«C'était le plan que nous avions arrêté, afin de garder un certain nombre de circonscriptions ouvertes pour des candidats qui, à cause de leur travail, pouvaient difficilement afficher leurs intentions auparavant. À la fête du travail, tout sera complété», expliquait hier Jean Royer, directeur du cabinet de Jacques Parizeau et conseiller spécial pour la campagne électorale.

En fait, deux stratégies avaient été élaborées. L'une en cas d'élec-

tions en 1990 seulement, l'autre selon le scénario actuel. Le Parti québécois n'avait que le tiers de ses candidats de choisis au moment de l'émission des brefs. D'où, admet M. Royer, le syndrome «le PQ n'est pas prêt». Or, dit-il, cela faisait partie de la stratégie, facilitée par une élection à l'automne plutôt qu'au printemps, ce qui a permis de peaufiner l'organisation.

Pendant que la chasse aux candidats s'achève, celle aux contributions commence. On se dit confiant, au Parti québécois, d'accumuler le \$1,5 million nécessaire au financement de la campagne. Inutile d'en recueillir davantage à cette fin, à cause des limites de dépenses imposées par la loi électorale. La formation prévoit avoir assez de fonds pour atteindre le maximum permis.

Chevrette se moque du bilan «à courte vue» de Ryan

■ Le bilan social et culturel du gouvernement libéral dressé par le ministre Claude Ryan est positif seulement parce que ce dernier refuse de voir les problèmes des jeunes, des familles et des personnes âgées a déclaré hier le candidat du Parti québécois dans Joliette Guy Chevrette.

Selon lui, le gouvernement libéral fait preuve de «courte vue et même d'aveuglement» face à des situations pénibles qu'il a lui-même créées pour ces divers groupes de citoyens.

Le député sortant a notamment relevé les faits suivants:

- quelques 4 000 jeunes sont en attente d'évaluation aux services de la Protection de la jeunesse;
- la réforme de l'aide sociale exclura 8 000 jeunes de ce régime et entraînera des réductions de prestations pour 4 000 autres. Par ailleurs la pénalité de \$85 par mois pour le partage du logement aura des répercussions sur 75 p. cent des 18-30 ans;
- la promesse libérale de gel des frais de scolarité a été contournée par des augmentations non contrôlées des frais afférents. L'endettement des étudiants s'est accru de \$100 millions en 4 ans.

- la promesse d'une nouvelle politique de l'habitation s'est transformée en abolition du ministère de l'habitation;

- le programme d'aide à l'accession à la propriété pour les familles, lancé par le gouvernement du PQ, a été remplacé par un autre ne rejoignant plus que 25 p. cent des familles rejointes par le précédent;

- la promesse d'étendre le programme LOGINOVE aux personnes de 55 à 60 ans n'a pas été respectée;

- le ministère de la Santé a fortement réduit la construction de places en centre d'accueil alors que la liste d'attente contient déjà plus de 5 000 inscrits recommandés par les comités d'évaluation;

- l'accessibilité à la justice est devenue un mythe pour les démunis étant donné que les barèmes, tenant compte de l'inflation, sont actuellement inférieurs à ce qu'ils étaient en 1974;

- il manque toujours \$80 millions au budget du ministère des Affaires culturelles pour atteindre le 1 p. cent solennellement promis par Robert Bourassa en 1985.

Les libéraux n'ont plus que quatre candidats à choisir

PIERRE GRAVEL

■ Il ne reste plus que quatre candidats libéraux à désigner en vue des élections du 25 septembre. Dans trois de ces cas, il ne s'agit plus que d'une simple formalité.

Ce soir, le maire de Kirkland et vice-président de la CUM, M. Sam Elkas, sera nommé sans difficulté dans Robert-Baldwin pendant que les militants libéraux de Verdun connaîtront enfin le nom de l'aspirant à la succession de l'ex-ministre Paul Gobeil, qui s'est retiré de la vie publique.

Jusqu'à la dernière minute, un bijoutier local de Verdun, M. Georges Bosse, qui sollicite l'investiture libérale, s'est élevé contre toute forme de «parachutage» d'un candidat de l'extérieur comme Henri-François Gauthier ou Claude Corbo.

Techniquement, la démission de M. Gobeil étant survenue trop tard pour permettre l'établissement d'une liste de 1 000 membres en règle dans Verdun, il appartient au chef de désigner le candidat de son choix.

Reste à voir si, malgré ce pouvoir, M. Bourassa voudra aller à l'encontre de la volonté exprimée localement. Hier soir, au PLQ, on affirmait que le chef était prêt à imposer un candidat, dans Verdun ou l'Acadie, mais pas deux. Dans l'Acadie,

son choix se faisait entre Yvan Bordeleau, directeur du département de psychologie à l'Université de Montréal, et Claude Corbo, recteur de l'Université du Québec à Montréal. Dans Verdun, ce sera entre MM. Corbo et Bosse.

Demain, ce sera au tour de Me Jean-Guy Beauchemin, un avocat de Beloeil, d'être choisi candidat libéral dans Verchères. La date tardive de cette assemblée s'explique par l'incertitude qui a entouré le choix d'un successeur à l'ex-député péquiste Jean-Pierre Charbonneau. Considéré comme un comté «sûr» par le PQ, Verchères, d'allégeance péquiste depuis 1976, était réservé à l'ex-ministre Bernard Landry qui a choisi de rester à l'écart de la course.

C'est samedi que se terminera, dans Bonaventure, la série d'assemblées d'investiture libérale. En s'y faisant réélire, comme il l'a fait sans interruption depuis 1956, le député sortant et ministre des Finances, Gérard D. Levesque, franchira le record de longévité à l'Assemblée nationale, record détenu par l'ex-premier ministre Louis-Alexandre Taschereau.

Onze autres candidats libéraux ont été choisis depuis le début de la semaine. Lundi, le ministre Pierre Paradis a été désigné dans Brome-Missisquoi pendant que les recrues Michel Charbonneau, enseignant, Gary Waxman, avocat, Yvon Lewis, commerçant, et Lisa Frulla-Hébert, ex-directrice gé-

nérale de CKAC, étaient respectivement choisis dans Saint-Jean, D'Arcy-McGee, Hochelaga-Maisonneuve et Marguerite-Bourgeois.

Hier, outre l'Acadie dont la désignation du candidat a constitué un suspense jusqu'à la dernière minute, les comités de Westmount, Chambly, Mont-Royal, Outremont et Laval-des-Rapides se sont également pourvus en candidats libéraux.

Dans Westmount, le problème de l'éligibilité de l'aspirant choisi par le premier ministre Bourassa, William Cosgrove, se pose toujours. Le Directeur général des élections, Me Pierre F. Côté, a déclaré hier qu'il n'avait pas les pouvoirs pour enquêter et se prononcer sur l'éligibilité du candidat qui rentre d'un séjour de 16 ans à Washington, au service de la Banque mondiale.

Les autres candidats libéraux choisis sont: l'ex-curatrice publique du Québec, Lucienne Robillard (Chambly); le ministre de l'Énergie, John Ciaccia (Mont-Royal), seul ministre anglophone à être resté fidèle à Robert Bourassa pendant le débat linguistique de l'hiver dernier; le président de la SDI, Gérard Tremblay (Outremont); le député sortant, Guy Bélanger (Laval-des-Rapides), qui a longtemps hésité avant de poursuivre sa carrière politique en raison de ses espoirs, toujours déçus jusqu'à maintenant, d'accéder au Conseil des ministres.



Richard Guay

Richard Guay envisage un retour

LOUIS FALARDEAU

■ L'ancien président de l'Assemblée nationale, Richard Guay, qui a été député péquiste de Taschereau, à Québec, de 1976 à 1985, songe à faire un retour à la politique.

C'est ce qu'il a confirmé à La Presse hier, en ajoutant toutefois que sa décision n'était pas encore prise et qu'il continuait «à examiner la situation». Il a discuté de la question hier avec le responsable du recrutement des candidats au parti, M. Jean Royer, mais aucune décision n'a été prise.

Selon des sources au PQ, M. Guay veut revenir, mais le problème est de lui trouver une bonne circonscription. Celui-ci confirme qu'il ne veut pas se représenter dans Taschereau, parce qu'il habite maintenant Montréal, où il est né. «Taschereau, dit-il, c'est un peu un accident de parcours».

Il ajoute qu'il n'est pas non plus question qu'il se présente dans D'Arcy-McGee, confirmant ainsi qu'il cherche une circonscription où le PQ a des chances de l'emporter.

L'une d'elles est Vachon, constituée principalement de la ville de Saint-Hubert, sur la Rive-Sud de Montréal. David Payne, élu député péquiste en 81, a perdu par 842 voix seulement en 85. Le problème, c'est que M. Payne tente lui aussi un retour et possède une bonne longueur d'avance.

Selon le président du PQ-Vachon, M. Zareh Sourowzian, M. Payne est en campagne depuis un bon moment et peut déjà compter sur une équipe de 80 organisateurs. Quand on lui demande s'il appuie l'ancien député de Vachon, il répond: «Je suis du côté du gagnant et pour l'instant c'est David. Mais s'il arrive un Goliath qui le batte, je travaillerai avec lui».

Il a entendu parler d'une possible candidature de Richard Guay, mais celui-ci ne l'a pas contacté. Deux autres personnes, Albert Leblanc et Nicole Desranleau, ont aussi manifesté l'intention de poser leur candidature, mais ne l'ont pas encore fait. Le candidat sera choisi le 20 août.

M. Payne, lui, n'avait pas entendu parler de la venue possible de son ancien collègue et la nouvelle ne lui a pas plu. «Qu'il cherche ailleurs», a-t-il lancé, avant d'expliquer qu'il trouverait malheureux que deux anciens députés se fassent la lutte.

Il y a aussi Verchères, que Jean-Pierre Charbonneau a gardé au PQ en 85. Mais il risque d'y avoir foule depuis que Bernard Landry a renoncé à y être candidat. Le PQ ne veut pas dire si M. Guay peut être le candidat vedette attendu et la présidente du PQ-Verchères n'a pas retourné les appels de La Presse.



Gérard D. Levesque



Claude Corbo



Sam Elkas

Santé, éducation, culture: Ryan vante le travail des libéraux

MARIO FONTAINE

■ On pouvait s'y attendre, le Parti libéral se donne une note quasi-parfaite dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la santé. Le bilan du gouvernement Bourassa en ces matières est «riche et impressionnant», a assuré hier le ministre Claude Ryan en brossant un tableau presque sans faille des quatre dernières années.

Comme son chef l'avait fait la veille pour le bilan économique de son administration, M. Ryan s'était fait accompagner d'un aréopage de ministres pour tracer un portrait des réalisations du gouvernement aux plans de la culture, de l'éducatif et du social. Réalisations qui, au dire de M. Ryan, ont fait du Québec un endroit plus juste et plus humain.

La liste qu'en dresse le ministre remplit un document de 26 pages, et aborde des secteurs comme les affaires culturelles, l'immigration, la condition féminine, la langue, la santé et les services sociaux, les communications, la famille, la justice ou encore la main-d'oeuvre.



Claude Ryan

Aussi les mesures dont s'enorgueillit le PLQ touchent-elles des secteurs très divers: reconnaissance du statut juridique des artistes, francisation des immigrants, égalité économique des conjoints, réforme de l'enseignement professionnel de niveau secondaire, accessibilité accrue à la justice, augmentation du salaire minimum, développement des services de garde, régimes supplémentaires de rentes, etc.

Claude Ryan reconnaît néanmoins que certains pans de l'administration restent perfectibles. Ainsi, selon lui, il reste encore beaucoup à faire dans les hôpitaux en dépit des efforts des dernières années. «Le taux d'occupation des salles d'urgence, qui excédait la capacité d'accueil de 26 p. cent en 1985, ne l'excède plus que de deux p. cent en 1989», se réjouit toutefois le ministre, précisant que des «sommées colossales» ont été investies afin d'offrir des services de meilleure qualité.

Lui-même ministre de l'Enseignement supérieur, M. Ryan se félicite également d'une augmentation de 33 p. cent du montant annuel des subventions de fonctionnement versées aux universités du Québec même si, de l'avis général, celles-ci sou-

frent toujours d'un sous-financement chronique.

M. Ryan convient par ailleurs n'être pas satisfait à 100 p. cent de la situation actuelle dans le dossier linguistique. Mais, fait-il valoir, les catastrophes annoncées par les opposants à la loi 178 sur la langue d'affichage ne se sont pas produites. Adoptée en décembre dernier, cette loi a notamment donné naissance au Parti Égalité qui fera la lutte à M. Ryan dans sa propre circonscription.

Cette loi commence à produire ses fruits, assure le document déposé hier et intitulé *Un Québec plus juste et plus humain*. On y lit que les entreprises décident d'adhérer de leur propre initiative aux objectifs définis par la loi, et que les rapports les plus récents indiquent un taux plus élevé d'observance de la loi en matière d'affichage.

Ce bilan ne faisait état que des réalisations gouvernementales; les problèmes, les échecs, en sont prudemment absents. Tout comme les promesses, d'ailleurs. Celles-ci s'égrenent tout au cours de la campagne, selon le programme retenu par les stratégies libérales.

Carrières et professions

Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, MERCREDI 16 AOÛT 1989



La Fédération, organisme à but non lucratif, regroupe 76 centres d'action bénévole sur le territoire québécois; elle a une mission de promotion de l'action bénévole, de représentation de ses membres sur toute question d'intérêt commun, de services aux membres, enfin d'être un carrefour d'échange d'information et de partage d'expériences.

La Fédération recherche un:

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le mandat

Sous l'autorité du conseil d'administration, maintenir les orientations de la Fédération, réaliser le programme d'activités, assurer la gestion de la permanence, exercer une fonction conseil auprès des diverses instances.

AGENT DE LIAISON

Le mandat

Sous la responsabilité immédiate du directeur général, planifier, organiser, contrôler les activités relatives à ses attributions en vue de réaliser les objectifs généraux. Participer à l'élaboration, la réalisation et à l'évaluation d'un plan de communication pour la Fédération.

Le profil désiré

Les personnes qui occuperont ces postes devront posséder une connaissance et une expérience de l'action bénévole en milieu populaire et socio-communautaire. De préférence elles détiennent un diplôme terminal de 1er cycle dans un domaine pertinent à l'emploi. Elles sont capables d'établir des relations interpersonnelles, de travailler en équipe, de communiquer oralement et par écrit; aptes à s'adapter aux changements elles démontreront du leadership, un esprit d'analyse, de l'autonomie, une grande disponibilité et mobilité.

TECHNICIEN DE BUREAU

Le mandat

Sous l'autorité immédiate du directeur général, effectuer diverses tâches relatives à l'accueil, à la gestion documentaire, aux activités de secrétariat et de tenue de livre.

Le profil désiré

Diplômée d'études collégiales en techniques administratives ou de bureau, la personne devra posséder une expérience pertinente. De plus, elle devra démontrer des capacités de communication orale et écrite, de souplesse et de disponibilité. Elle sera habile dans l'utilisation des outils informatiques.

Conditions d'emploi spécifiques

Directeur général:

la date d'entrée en fonction: 18 septembre 1989,
le salaire est de 32 000 \$ par année.

Agent de liaison:

la date d'entrée en fonction: 25 septembre 1989,
le salaire est de 26 000 \$ par année.

Technicien de bureau:

la date d'entrée en fonction: 25 septembre 1989,
le salaire est de 18 000 \$ par année.

N.B.: Le jury de sélection du poste de directeur général est formé de bénévoles du groupe SAGE (Service d'aide aux gestionnaires et aux entrepreneurs inc.). Seules les personnes dont la candidature sera retenue recevront une réponse.

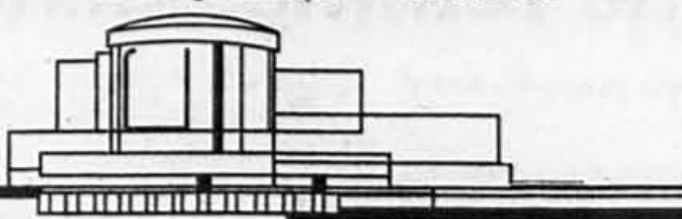
Soumission de candidature

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae au: 928, boul. St-Joseph est, Montréal, H2J 1K6, avant le 28 août 1989 pour le poste de directeur général, avant le 5 septembre 1989 pour les autres postes.

La FCABQ respecte l'équité en matière d'emploi.



Commission de contrôle de l'énergie atomique Atomic Energy Control Board



Spécialistes de la sûreté des centrales nucléaires

La Commission de

contrôle de l'énergie

atomique (CCEA) est

l'organisme fédéral

chargé d'assurer

qu'aucun risque indu pour

la santé, la sécurité, la

sécurité matérielle et

l'environnement ne

résulte des utilisations de

l'énergie nucléaire au

Canada.

La Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) est en train de mettre sur pied une équipe chargée d'examiner la sûreté du CANDU 3, un nouveau projet de réacteur de 450 MWe d'Énergie atomique du Canada Limitée. À cette fin, la CCEA est à la recherche des spécialistes suivants:

Chargés de projet de réacteur

Les personnes recherchées doivent posséder une connaissance approfondie de la conception, des analyses de sûreté et de l'exploitation des centrales nucléaires.

Ingénieur de contrôle - Logiciels

Le titulaire du poste doit connaître les techniques modernes de conception des logiciels d'ordinateurs utilisés dans les centrales nucléaires ou dans des domaines d'activités semblables.

Spécialistes en thermohydraulique

Les personnes recherchées doivent posséder une connaissance approfondie de l'analyse du comportement des systèmes de la centrale en régime normal de fonctionnement et dans des conditions d'accidents.

Spécialiste de l'évaluation probabiliste des risques

Le titulaire du poste doit connaître les méthodes d'analyse par arbre de défaillance et autres techniques connexes utilisées dans la conception et l'évaluation de la sûreté des centrales nucléaires.

La CCEA prévoit aussi avoir des postes dans les domaines suivants:

Physique des réacteurs Génie des combustibles de réacteur Génie civil (structures)

Afin de pouvoir se qualifier pour l'un de ces postes, les candidats doivent avoir de bonnes aptitudes en communication orale et écrite en anglais.

Au début, la plupart des nouveaux employés travailleront à Ottawa. Certains postes pourront exiger ultérieurement une réinstallation au site d'une centrale nucléaire.

La CCEA offre des traitements et des avantages sociaux concurrentiels dont des régimes d'assurance médicale et d'assurance dentaire, un régime de pension et des indemnités de réinstallation.

Si l'un de ces postes vous intéresse, veuillez soumettre votre curriculum vitae au plus tard le 1^{er} septembre 1989, en citant le numéro de concours 89-13D et en précisant votre domaine d'intérêt, à l'adresse suivante:

Michelle Lachance
Coordonnatrice des ressources humaines
Commission de contrôle de l'énergie atomique
Case postale 1046, Succursale B
Ottawa (Ontario)
K1P 5S9

Canada

La CCEA offre à ses employés des chances égales d'emploi et applique une politique de non-fumeurs au travail.

RADIOCOMMUNICATIONS MOBILES

GE Canada, chef de file dans la conception, la fabrication et l'installation de produits et de systèmes de radiocommunication mobile, est à la recherche d'un

Représentant, comptes principaux

Relevant du directeur régional pour l'est du Canada, le titulaire de ce poste représentera notre gamme complète d'équipements et systèmes pour les comptes gouvernementaux et services publics du Québec et des Maritimes. Il établira les plans et les stratégies de vente, conjointement avec la direction, pour accroître les commandes provenant de ces comptes et devra maintenir d'excellents rapports avec ses clients.

Ce professionnel de la vente aura une formation technique, une feuille de route reconnue, préférentiellement dans ce domaine, et sera parfaitement bilingue (français et anglais). Des ingénieurs désireux de réorienter leur carrière vers la vente sont encouragés à soumettre leur candidature.

Nous offrons un salaire de base intéressant ainsi qu'un régime de commissions, bonis et primes collectifs. Nous vous fournissons aussi une automobile, un compte de dépenses et des avantages sociaux multiples.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae à: M. Jean Julliano, Directeur régional, GE Canada, 2425, boul. Pitfield, Saint-Laurent (Québec) H4S 1W8.

Nous offrons des chances d'emploi égales à tous.



GE Canada

VOICI UNE POSSIBILITÉ D'AUGMENTER VOTRE REVENU

En faisant carrière dans la vente industrielle

J. Walter Cie Ltée, une compagnie nationale reconnue pour ses produits et accessoires destinés aux industries des métaux et de la construction, offre à une personne comme vous la possibilité de se créer une carrière fructueuse et durable au sein de son équipe dynamique.

Nous recherchons un candidat mature, bilingue et ayant obtenu son diplôme d'études secondaires, pouvant manier et faire la démonstration des outils, et possédant au moins 3 années d'expérience dans le domaine de la vente.

Le postulant devra faire preuve d'initiative et d'enthousiasme et pouvoir travailler avec un minimum de supervision.

N'est-ce pas là un défi à la portée d'une personne comme vous? Si c'est le cas et que vous croyez posséder les qualités requises, nous aimerions vous rencontrer et en discuter plus longuement. Alors écrivez ou communiquez avec:

M. Claude Taillefer, Gérant des ventes
J. Walter Cie Ltée
5977, route Transcanadienne
Pointe-Claire (Québec) H9R 1C1
Tél.: (514) 630-2800

REPRÉSENTANTS

Cette offre s'adresse aux hommes et aux femmes

Notre compagnie œuvre dans le domaine informatique depuis plus de 20 ans. L'essor que nous connaissons actuellement vous offre la possibilité de faire partie d'une équipe gagnante.

Qualifications requises:

- Connaissance de la gestion administrative
- Dynamique
- Désir de réussir
- Bilingue
- Personnalité

Nous offrons:

- Salaire de base
- Commissions
- Allocation de dépenses automobiles
- Avantages sociaux complets

Faites parvenir votre curriculum vitae à:

La Presse, Réf.: 17777
C.P. 6041, Succ. A,
Montréal, Québec
H3C 3E3

La Fédération de Gymnastique du Québec recherche une personne dynamique et innovatrice ayant une sens aiguë de l'organisation et aimant le travail d'équipe pour combler le poste de

COORDONNATEUR(TRICE) COMMUNICATION / ÉVÉNEMENTS

Le (la) titulaire du poste planifiera, organisera et réalisera diverses activités de communication.

Il (elle) coordonnera les efforts des comités organisateurs d'événements (compétitions, stages, congrès) principalement sur les aspects logistiques, marketing et relations avec les médias.

Il (elle) sera de plus responsable du suivi administratif des stages de formation.

Vous possédez une formation en communication, connaissez la gymnastique et aimez les défis?

Faites parvenir votre curriculum vitae avant le 30 août 1989 à:

Fédération de gymnastique du Québec
Att.: Directrice générale
4545, avenue Pierre-de-Coubertin
C.P. 1000 — Succursale «M»
Montréal, Québec
H1V 3R2

Notre client, un important organisme humanitaire à rayonnement international, recherche les services d'un cadre à titre de

Spécialiste, collecte de fonds

Relevant du directeur du service Campagnes, vous élaborerez et mettrez sur pied la stratégie de sollicitation des organismes donateurs, en plus de planifier les campagnes pour optimiser le rendement et l'utilisation des ressources. Vous aurez aussi à modifier l'organisation des campagnes selon les besoins de même qu'à gérer et à superviser le personnel sous votre responsabilité.

Votre diplôme d'études collégiales en marketing ou dans un domaine approprié doit être jumelé à quelque quatre à sept années d'expérience en collecte de fonds. Une expérience de travail avec des bénévoles ainsi que le bilinguisme sont essentiels.

Ce poste peut intéresser les personnes qui recherchent un salaire d'environ 35 000 \$ annuellement.

Les demandes devront nous parvenir avant le 23 août 1989, et nous les ferons suivre au client concerné. Veuillez inclure le nom des sociétés auxquelles nous ne devrions pas faire parvenir votre curriculum vitae. Prière d'indiquer clairement le numéro de référence MH2519 sur votre envoi.

Seules les personnes dont la candidature sera retenue recevront un accusé de réception du client.

Notre client offre des chances d'emploi égales à tous.



Communications en ressources humaines
Publicité confidentielle, #14
63, rue de Brésolas
Montréal (Québec) H2Y 1V7



EMPIRE INTERNATIONAL est un manufacturier de produits chimiques de haut de gamme. Un poste riche en défis est présentement disponible dans la région de Montréal.

■ Représentant

Grâce à vos quatre à cinq années d'expérience de la vente et, idéalement, vos connaissances ou votre expérience avec des produits similaires, vous serez en mesure de bien nous représenter dans un territoire protégé.

Nous avons beaucoup à offrir à ceux et celles qui démontrent l'ambition, la persévérance et la détermination des professionnels de la vente. Nous offrons une rémunération à la hauteur de vos capacités, des possibilités d'avancement à court terme, des avantages sociaux des plus complets incluant fonds de pension, bref tout ce qu'il faut pour se bâtir une carrière à long terme.

Postulez auprès d'un employeur qui vous donnera le soutien nécessaire à votre réussite. Pour une entrevue dans votre futur territoire, faites parvenir votre curriculum vitae avant le 25 août 1989 à:

Roger Bolduc
Empire International
100, boulevard Alexis-Nihon
Bureau 875
Saint-Laurent (Québec) H4M 2P4

COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE

Le collège Charles-Lemoyne est à la recherche de deux

Enseignants ou enseignantes au premier cycle du secondaire en:

- 1) anglais, langue seconde à temps partiel, au campus de ville Sainte-Catherine;
- 2) anglais, langue seconde et éducation physique à temps partiel, au campus de Longueuil.

Les personnes intéressées et qualifiées doivent envoyer leur curriculum vitae au:

Collège Charles-Lemoyne
Service de recrutement
3507, boul. Marie-Victorin
Ville Sainte-Catherine (Québec)
J0L 1E0

Date limite: le lundi 21 août 1989

CARRIÈRES ET PROFESSIONS



Centre hospitalier
régional
de l'Outaouais

Situé à Hull, le CHRO est un centre régional de soins de courte durée, d'une capacité de 395 lits, qui vise des objectifs élevés de qualité des soins et des services aux bénéficiaires.

ASSISTANT DE RECHERCHE

Remplacement de 3 mois

DÉPARTEMENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE
Concours No 89-161

Personne qui effectue la conception, la planification et le développement des recherches relatives à la santé publique. Elle élabore les instruments d'évaluation et de recherche et s'assure de leur standardisation et validation. Elle exécute la cueillette des données et la compilation selon des méthodes et techniques scientifiques et tient à jour les banques des données. Elle analyse et évalue les données et rédige les différents rapports de recherches.

Exigences:

- Posséder une maîtrise en science du comportement ou dans les domaines suivants: santé publique, travail social ou l'équivalent;
- maîtriser le français et l'anglais écrits;
- une expérience de travail dans l'Outaouais québécois serait un atout.

Rémunération:

Selon l'échelle salariale des professionnels (personnes syndiquées mais non syndiquées).

Ce concours est ouvert à toute personne sans aucune forme de discrimination.

Veillez noter que seules les personnes convoquées en entrevue recevront une lettre faisant suite à leur candidature.

Votre curriculum vitae doit être envoyé à l'adresse suivante en indiquant le numéro de concours et ce, avant le 25 août 1989:

Agente de recrutement
Direction des ressources humaines
CHRO
116, boulevard Lionel Émond
Hull (Québec) J8V 1W7

PUBLICITÉ ET MARKETING

Notre compagnie distribue des produits pétroliers à travers un réseau de stations-service couvrant tout le Québec. Nous sommes à la recherche d'un(e) responsable pour notre département de publicité marketing.

FONCTIONS:

- Planifier, budgéter et mettre en place des programmes de publicité à travers le réseau de stations-service en collaboration avec le directeur des ventes.
- Voir à la commande, distribution aux stations-service, contrôle de l'inventaire des articles promotionnels.
- Analyser avec le directeur des ventes les résultats obtenus dans le réseau de distribution selon les efforts publicitaires déployés.
- Voir au respect des budgets établis.

QUALIFICATIONS:

- Le candidat ou la candidate choisi(e) devra posséder un diplôme universitaire en marketing et une expérience d'au moins deux ans dans la planification de programmes de publicité.
- Une bonne connaissance des réseaux de distribution d'essence sera un atout très considéré.



Veillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 25 août 1989 à l'adresse suivante:

LES PÉTROLES THERRIEN INC.
a/s Directeur du personnel
C.P. 383
Drummondville, Québec J2B 6W3

Groupe soprin inc.

Notre société de génie-conseil située sur la Rive-Sud de Montréal est à la recherche de

INGÉNIEURS ET DE TECHNICIENS

possédant environ 5 ans d'expérience dans les domaines suivants:

- STRUCTURE:**
- 1 ingénieur concepteur
 - 1 technicien dessinateur
 - 1 technicien surveillant de chantier
- GÉNIE MUNICIPAL:** 1 technicien surveillant de chantier

Nous offrons un salaire concurrentiel ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux.

Les candidats intéressés pourront envoyer leur curriculum vitae au:

Service des Ressources Humaines
GROUPE SOPRIN INC.
375, boul. Roland-Therrien, 4e étage
LONGUEUIL (Québec)
J4H 4A6

Organisme de développement régional multisectoriel (proximité de Montréal) recherche une personne pour occuper la:

DIRECTION GÉNÉRALE

Les qualifications essentielles, que la personne retenue devra posséder, sont reliées aux points suivants:

- Communications, relations publiques
- analyse budgétaire
- leadership
- organisation
- autonomie
- connaissance du fonctionnement gouvernemental
- disponibilité
- gestion de personnel

Le rôle de l'organisme est de collaborer à différents projets et de diffuser de l'information régionale.

Ce poste intéressera des personnes dynamiques, à la recherche de nouveaux défis, dont le salaire actuel se situe autour de 30 000 \$.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 25 août à:

La Presse, Réf.: 17776
C.P. 6041 Succ. A,
Montréal, Québec
H3C 3E3

VENDEURS DE CARRIÈRE

Cherchez-vous une profession de prestige, la possibilité d'une carrière prometteuse? Vous êtes un gagnant; vous avez des aptitudes de communicateur et d'organisateur.

Nous offrons: revenu supérieur
allocation de formation
avantages complémentaires
formation continue
plus de 100 ans d'expérience

Le poste offert s'adresse autant aux femmes qu'aux hommes.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae à:

La Métropolitaine
ET COMPAGNIES AFFILIÉES
SUITE 500
3400, boul. du Souvenir
Chomedey, Laval (Québec)
H7V 3Z2
ou communiquez avec nous au: 688-6455

Directeur(trice) des examens

Ministère de la Justice
Direction des examens des
institutions financières
50 000 \$ ou plus (à l'étude)
(public)

FONCTIONS: La personne choisie relèvera du sous-ministre adjoint des services à la Justice et sera chargée de faire des recommandations en matière de normes de solvabilité et proposer des règles relatives à l'examen des institutions financières constituées et / ou enregistrées et faisant des affaires au Nouveau-Brunswick. Il / elle devra examiner les institutions financières sur le plan financier, de la gestion et de l'opération afin d'en évaluer la solvabilité et la stabilité financière et s'assurer qu'elles se conforment aux lois et règles applicables. Il / elle sera en plus chargé(e) de la surveillance des employé(e)s et de la bonne marche du bureau.

CONDITIONS DE CANDIDATURE: Ce poste exige la crédibilité voulue pour travailler avec des homologues d'autres provinces, des cadres supérieurs d'entreprises ainsi qu'avec les autorités réglementaires du Nouveau-Brunswick. Il faut faire preuve d'une bonne connaissance du secteur des services financiers, être capable de travailler avec des lois visant la réglementation et posséder de l'expérience dans la planification de travail des examinateurs en tenant compte des besoins des autorités réglementaires. Les candidat(e)s doivent être comptables agréé(e)s ou l'équivalent et préférentiellement posséder une maîtrise en administration des affaires ainsi qu'une vaste expérience en tant que cadre supérieur de gestion financière et s'y connaître en matière de vérification. Ce poste exige les aptitudes voulues pour travailler en équipe, pour la prise de décision; de l'entregent et la capacité d'accomplir toutes les tâches dans les deux langues officielles.

Selon le nombre de candidature à ce concours, les exigences concernant les années d'expérience et la scolarité peuvent être accrues.

LIEU DE TRAVAIL: Fredericton

Les demandes doivent nous parvenir au plus tard le 30 août 1989, en mentionnant le numéro de concours NB 89-45-17, à la: **PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK, Services des ressources humaines, Ministère de la Justice, Édifice du Centenaire, pièce 547, C.P. 6000, Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1.**

Les candidat(e)s doivent indiquer sur leur demande comment ils ont acquis les qualités requises pour le poste.

Égalité d'accès à l'emploi. Ce concours s'adresse aux hommes et aux femmes.



CAISSE
DE DÉPÔT
ET PLACEMENT
DU QUÉBEC

La Caisse

À titre d'investisseur important en matière de placements hypothécaires et immobiliers, la Caisse requiert les services de deux personnes expérimentées pour relever les défis suivants:

VICE-PRÉSIDENT ADJOINT - PLACEMENTS HYPOTHÉCAIRES

Relevant du vice-président — Placements hypothécaires, le titulaire le seconde dans la négociation, l'autorisation et l'administration des prêts, le développement et le maintien des relations d'affaires et la gestion du personnel. Il contribue de plus à la réalisation des programmes de placement.

Le candidat recherché possède un diplôme universitaire de premier cycle en administration, option finance ou affaires immobilières, et plusieurs années d'expérience en gestion de placements hypothécaires, principalement dans les secteurs commercial et industriel. Ses réalisations antérieures témoignent de ses connaissances et capacités à titre d'analyste et de négociateur. Habile gestionnaire et communicateur, il entretient d'excellentes relations avec les intervenants du milieu.

ANALYSTE - GESTION DES ACQUISITIONS ET DU DÉVELOPPEMENT PLACEMENTS IMMEUBLES

Relevant du vice-président adjoint - Acquisitions, le titulaire analyse ou révisé les projets d'acquisition et de développement, participe aux discussions et négocie les modalités des transactions et prépare les documents administratifs nécessaires. Membre des comités de gérance, il supervise les projets de développement par l'analyse, le suivi, la recommandation ou l'approbation des budgets, des politiques, des rapports et des mesures correctives appropriées.

Le candidat recherché possède un diplôme universitaire de premier cycle en administration, option finance ou affaires immobilières, et plusieurs années d'expérience pertinente dans l'analyse financière de projets d'acquisition et de développement. Ses sens de la planification et de l'organisation sont des compléments essentiels au succès de ses démarches.

Les personnes intéressées sont priées d'acheminer leur curriculum vitae à l'adresse suivante:

Direction des ressources humaines
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
1981, avenue McGill College
Montréal (Québec)
H3A 3C7

Vous êtes directeur général, ou directeur général des ventes chez un concessionnaire automobile

Vous en avez assez d'être confronté quotidiennement aux mêmes problèmes routiniers, sans pour autant pouvoir implanter vos idées?

Alors, nous avons ce qu'il vous faut! Une rare opportunité comme

CONSEILLER EN MARKETING ET FORMATEUR-VENTES

auprès d'un réseau de concessionnaires automobiles canadiens. Nous recherchons un candidat bilingue, déterminé, dynamique et responsable, possédant au moins cinq années d'expérience comme directeur au sein d'une concession automobile. Le candidat doit avoir une disponibilité pour voyager. Excellent salaire selon compétences. Avantages additionnels à discuter.

Téléphoner à (514) 981-5218
avant le 19 août 1989



Centre de Santé Sainte-Famille

DEUXIÈME CONCOURS

requiert les services d'un(e)

DIRECTEUR(TRICE) DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES

(établissement à vocations multiples, oeuvrant dans les domaines préventifs, curatifs et de soins de longue durée (total de 87 lits), dont l'édifice principal est situé dans l'une des plus belles régions du Québec, sur le bord du lac Témiscamingue).

NATURE DE LA FONCTION:

La personne qui sera retenue assumera la responsabilité de l'organisation, du fonctionnement et du contrôle des services financiers et matériels du centre, elle assistera et supportera l'ensemble des cadres de l'établissement dans l'exercice de leurs responsabilités d'ordre financier. Elle assumera également la responsabilité de la coordination et la gestion des systèmes d'information.

Cette direction comprend les 5 services suivants: le service de la comptabilité, le service d'approvisionnement, le service alimentaire, le service des archives et bibliothèque et les services des installations matérielles.

EXIGENCES:

- Diplôme universitaire de premier cycle pertinent ou l'équivalent.
- Plusieurs années d'expérience dans des fonctions d'encadrement, de préférence en gestion financière.
- Connaissance du secteur de la santé et des services sociaux.

AVANTAGES SOCIAUX:

Selon les conditions prévalant dans le réseau de la santé et des services sociaux.

RÉMUNÉRATION:

— Salaire et prime se situant entre 51000\$ et 62000\$, selon la formation et l'expérience.

AUTRE AVANTAGE:

— Sommes disposées à vous rembourser vos frais de déménagement, s'il y a lieu.

DISPONIBILITÉ:

Immédiate
LIEU DE TRAVAIL: 22, Notre-Dame nord, Ville-Marie (Québec)
Comté Témiscamingue

Si vous correspondez (à la) candidat(e) recherché(e) et si vous êtes prêt(e) à assumer un poste de responsabilité avec tout le défi que cela comporte, faites parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 1er septembre 1989 au:

Directeur général
Centre de santé Sainte-Famille
Case postale 2000
Ville-Marie (Québec) J0Z 3W0
Téléphone: (819) 629-2420
Concours: 89-02

Comptable-analyste

Vous aurez la responsabilité d'assister le directeur administratif dans la consolidation, la vérification et la préparation de rapports financiers.

Pour combler ce poste, nous recherchons une personne bilingue avec un minimum de deux années d'expérience en comptabilité générale. Cette personne devra posséder un D.E.C. en comptabilité ou en finances et (ou) un certificat universitaire en sciences comptables. Des études vers l'obtention du titre de c.g.a. et la connaissance du logiciel Lotus 1-2-3 seraient des atouts.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à Linda Adams au:

Service des ressources humaines
Groupe Transcontinental G.T.C. Itée
395, boul. Lebeau, St-Laurent, Québec H4N 1S2



GROUPE
TRANSCONTINENTAL
G.T.C. LIMITEE

CONSEILLER(E) EN LOCATION COMMERCIALE

Devcorp Inc., une société d'investissement et de gestion immobilière importante et en pleine expansion est à la recherche d'un(e) représentant(e) pour effectuer la location de ses espaces commerciaux et à bureaux.

Vous serez responsable de la sollicitation des clients potentiels; de négocier et rédiger des offres de location et des baux; entretiendrez de bonnes relations d'affaires avec les locataires existants ou potentiels, les gens du milieu immobilier et l'administration.

La personne retenue devra détenir une formation universitaire en administration ainsi que 3 années d'expérience dans le domaine immobilier ou dans la vente. La personne doit avoir l'entregent facile et être habile à négocier, persuader et communiquer dans les 2 langues, verbalement et par écrit.

La rémunération sera établie selon la formation et l'expérience de la personne choisie.

Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur curriculum vitae sous pli confidentiel avant le 29 août 1989 à l'adresse suivante:



DEVCORP INC.
1180, rue Drummond
Bureau 500
Montréal (Québec) H3G 2S1

Attention: Directeur des immeubles

CARRIÈRE DANS LA VENTE

F.D.JUL Inc. chef de file dans son domaine, est à la recherche de personnes dynamiques pour se joindre à notre équipe de professionnels de la vente.

Nous recherchons des représentants, débutants ou chevronnés, qui sont prêts à orienter leur profession dans l'industrie du classement/rangement, un marché en pleine expansion.

Région à couvrir: Montréal, Hull, Abitibi

Les candidats devront posséder les qualifications suivantes:

- une motivation exceptionnelle
- connaissances impératives en anglais/français
- minimum un DEC en marketing avec expérience ou un bac en marketing, relations publiques
- être disposé à voyager

F.D.JUL Inc. offre un salaire de base, commissions, dépenses d'automobile, un territoire établi et plusieurs avantages sociaux.

Faire parvenir un c.v.



F.D. JUL Inc.
a/s de Denis Giguère
Directeur des ventes
3181, boul. Père Lelièvre
Québec (Québec)
G1P 2Y3

DESSINATEUR

Une compagnie oeuvrant dans le domaine de la fabrication des ascenseurs, recherche un dessinateur pour son département d'ingénierie.

La personne recherchée possède un minimum de 5 ans d'expérience dans le domaine du métal en feuille, aime relever des défis et travailler en groupe.

Une expérience en dessin assisté par ordinateur serait souhaitable ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante:

Montenay M.S.A. Inc.
Att. Directeur de l'ingénierie
10015, Bruxelles
Montréal-Nord, P.Q.
H1H 4R1

Tutu invite de Klerk à lever l'état d'urgence

Washington souhaite «un dialogue actif» entre le régime blanc et la majorité noire

d'après AFP, UPI et Reuter
JOHANNESBURG

■ Au moment où, à Pretoria, Frederik de Klerk, 53 ans, prêtait serment comme président en exercice d'Afrique du Sud, au Cap, le chef de l'Eglise anglicane, Mgr Desmond Tutu, l'accusait de vouloir perpétuer l'apartheid, et l'appelait, pour prouver sa bonne foi, à lever l'état d'urgence après les élections, à décréter une amnistie, à légaliser les mouvements nationalistes interdits et à engager des négociations avec eux.

À un journaliste qui lui demandait si de Klerk ne méritait pas qu'on lui donne le temps de faire ses preuves comme réformiste, Mgr Tutu a répliqué: «Le temps de faire quoi? Tout ce qu'il veut, c'est nous imposer l'apartheid».

De Klerk a pris pouvoir en af-

firmant que l'Afrique du Sud était au seuil d'une «ère nouvelle», mais sa première tâche devait être de limiter les dégâts électoraux que pourrait subir le Parti national (NP, au pouvoir) à la suite des circonstances de la démission, la veille, de son prédécesseur Pieter Botha.

Par ailleurs, selon la radio sud-africaine, de Klerk a envoyé une lettre au président Kenneth Kaunda pour lui confirmer qu'il comptait se rendre à Livingstone, en Zambie, le 28 août, à l'invitation du chef de l'Etat zambien. C'est cette invitation qui a servi de détonateur à la crise du régime.

Désigné dans la matinée par le cabinet, de Klerk a présidé durant l'après-midi sa première réunion du conseil des ministres en tant que président en exercice. Il occupera cette fonction jusqu'à l'élection, le 14 septembre, d'un

nouveau président par le Parlement à dominante blanche, et dont la majorité noire reste exclue, issu des urnes huit jours plus tôt.

Dans un premier commentaire, le Congrès national africain (ANC, interdit) soulignait que c'est le combat incessant contre l'apartheid, associé au soutien de la communauté internationale, qui a provoqué la crise ouverte à laquelle fait face le système d'apartheid et la chute ignominieuse de Pieter Botha.

«Nous sommes certains que Frederik de Klerk, qui reste attaché à la notion ségrégationniste de groupe racial, sera le dernier des dirigeants illégitimes de l'apartheid dans notre pays», a déclaré à Lusaka le secrétaire général de l'ANC, Alfred Nzo.

De son côté, le président Kenneth Kaunda a déclaré que la ren-

contre du 28 août avec Frederik de Klerk était vitale. Nzo a indiqué que si on lui demandait de se joindre à la délégation de Kaunda pour la rencontre avec de Klerk, il accepterait. Il a appelé les Sud-Africains à «intensifier la résistance» contre la ségrégation raciale et à renforcer la «lutte armée».

À Washington, l'administration Bush exprimait l'espoir hier d'un «dialogue actif» avec le nouveau président sud-africain en vue de promouvoir des négociations entre la minorité blanche au pouvoir et la majorité noire privée de vote. «Nous espérons un dialogue actif avec le nouveau gouvernement sud-africain dans le cadre de nos efforts pour promouvoir de réelles négociations menant à une démocratie non-raciale en Afrique du Sud», a déclaré le porte-parole du secrétariat d'Etat.

Les Koevoets sont retirés de la police namibienne

AFP et UPI
WINDHOEK

■ Cédant aux pressions internationales, l'Afrique du Sud a accepté hier de retirer des forces de police de la Namibie les 1 200 miliciens composant l'unité anti-insurrectionnelle des Koevoets (barres de fer) et accusés d'entretenir une campagne de terreur contre la majorité noire en vue des élections de novembre prochain,

qui doivent mener à l'indépendance du territoire.

La décision a été annoncée à Windhoek par Louis Pienaar, le Sud-africain nommé par Pretoria administrateur-général de la Namibie pour la période de transition. Les forces de police sous les ordres de Pienaar passeront donc de 6 000 à 4 800 hommes, les 1 200 Koevoets devant être «confinés sur leurs bases» où ils subiront des séances de «réorientation et de recyclage».

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Entreprise — Distribution
Équipements d'hôpitaux
recherche

**TECHNICIEN
BIO-MÉDICAL**

FONCTION:
Entretien et réparation d'équipements divers et électroniques.

TERRITOIRE:
Montréal.

QUALIFICATIONS:
Expérience dans l'entretien et la réparation d'équipements d'hôpitaux en atelier.
Être bilingue.
Apparence soignée.

RÉMUNÉRATION:
Selon compétence.
Possibilité de bonus.
Avantages sociaux.
Opportunité d'avancement.

N.B.: Toute candidature sera gardée strictement confidentielle.

S.v.p.: faire parvenir curriculum vitae à:

DISMED INC.
9950, boul. Parkway
Anjou (Québec)
H1J 1P5
Att.: Pierre Houle

MINERVE CANADA

Une compagnie de transports aériens en plein essor requiert les services d'agents de bord. Temps plein et temps partiel.

AGENTS DE BORD

Exigences
Maturité, sens de l'organisation, discipline personnelle, disponibilité, travail d'équipe. Expérience antérieure avec le public. Français et anglais. Diplôme d'études secondaires. Excellente santé.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae avant le 26 août 1989 à l'adresse suivante:

MINERVE CANADA
Edifice Wardair
Aéroport International de Montréal
Mirabel (Québec)
J7N 1C6
Attention: Directeur, Service en vol

CABINET DE COMPTABLES AGRÉÉS
de moyenne envergure recherche:

- Employé(e) pour tenue de livres informatique ainsi que pour secrétariat. Expérience requise sur logiciels comptables et/ou de traitement de textes. Salaire à discuter selon l'expérience.
- Comptable vérificateur avec un minimum d'un an d'expérience en vérification. Cette personne devra avoir complété un baccalauréat universitaire et être apte à travailler avec un minimum de supervision et pourrait prendre en charge certains dossiers. Salaire à discuter selon l'expérience.

Veuillez faire parvenir c.v. à:

**ROUTHIER, SCHEFFER, MASSON,
THERRIEN, TOURIGNY, c.a.**
5115, rue De Gaspé, bureau 200
Montréal (Québec)
H2T 3B7
Tél.: (514) 271-1515

**Géophysique GPR
International Inc.**

Techniciens
géologie
géophysique
électronique
informatique

Emploi permanent dans une compagnie de Longueuil en essor dans le monde entier.
L'emploi peut demander à voyager pour des périodes de 1 à 2 mois sur des chantiers ou à l'intérieur du pays.
Salaire de 19500\$ à 31500\$ selon qualifications et expérience.
Possibilité d'avancement rapide, plusieurs avantages.

Contactez: **M. Daniel Coch**
(514) 679-2400

**ARCHITECTE
ET / OU
TECHNICIEN(NE)**

Minimum 8 ans d'expérience canadienne. Devra être fort en design et en construction et faire preuve de leadership. Excellentes conditions à négocier. Travail à Laval.

BISSON DESCHENES Architectes
682-6360

LA SOCIÉTÉ CALDWELL
INTERNATIONALE

Calgary 265-8780 Dusseldorf 329391 London 814-7966 Montréal 935-6969 Ottawa 238-3256 Toronto 920-7702 Vancouver 669-3550 Zurich 211-2750

Mille et un détails...

Grâce à son ambition, à ses efforts d'efficacité et à une forte capitalisation, ce petit groupe de services financiers occupe un créneau très rentable dans le secteur des services de crédit hypothécaire. Il a son siège à Montréal et des succursales dans les grandes capitales financières. Le président recherche son...

Directeur de l'administration

À la tête d'une petite équipe, vous devrez administrer la documentation des valeurs mobilières, actualiser les systèmes informatiques et vous occuper des mille et un détails qui assurent la bonne marche de l'entreprise. Vous avez l'esprit pratique et un souci aigu des détails.

Parfaitement bilingue, vous êtes déjà directeur administratif d'une grande succursale bancaire ou d'un cabinet de courtiers, de juristes ou de comptables. La documentation et les systèmes n'ont plus de secrets pour vous. Projet 90804.

MINERVE CANADA

Une compagnie de transports aériens en plein essor requiert les services d'agents de bord. Temps plein et temps partiel.

AGENTS DE BORD

Exigences
Maturité, sens de l'organisation, discipline personnelle, disponibilité, travail d'équipe. Expérience antérieure avec le public. Français et anglais. Diplôme d'études secondaires. Excellente santé.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae avant le 26 août 1989 à l'adresse suivante:

MINERVE CANADA
Edifice Wardair
Aéroport International de Montréal
Mirabel (Québec)
J7N 1C6
Attention: Directeur, Service en vol

CABINET DE COMPTABLES AGRÉÉS
de moyenne envergure recherche:

- Employé(e) pour tenue de livres informatique ainsi que pour secrétariat. Expérience requise sur logiciels comptables et/ou de traitement de textes. Salaire à discuter selon l'expérience.
- Comptable vérificateur avec un minimum d'un an d'expérience en vérification. Cette personne devra avoir complété un baccalauréat universitaire et être apte à travailler avec un minimum de supervision et pourrait prendre en charge certains dossiers. Salaire à discuter selon l'expérience.

Veuillez faire parvenir c.v. à:

**ROUTHIER, SCHEFFER, MASSON,
THERRIEN, TOURIGNY, c.a.**
5115, rue De Gaspé, bureau 200
Montréal (Québec)
H2T 3B7
Tél.: (514) 271-1515

**Géophysique GPR
International Inc.**

Techniciens
géologie
géophysique
électronique
informatique

Emploi permanent dans une compagnie de Longueuil en essor dans le monde entier.
L'emploi peut demander à voyager pour des périodes de 1 à 2 mois sur des chantiers ou à l'intérieur du pays.
Salaire de 19500\$ à 31500\$ selon qualifications et expérience.
Possibilité d'avancement rapide, plusieurs avantages.

Contactez: **M. Daniel Coch**
(514) 679-2400

**ARCHITECTE
ET / OU
TECHNICIEN(NE)**

Minimum 8 ans d'expérience canadienne. Devra être fort en design et en construction et faire preuve de leadership. Excellentes conditions à négocier. Travail à Laval.

BISSON DESCHENES Architectes
682-6360

MINERVE CANADA

Une compagnie de transports aériens en plein essor requiert les services d'agents de bord. Temps plein et temps partiel.

AGENTS DE BORD

Exigences
Maturité, sens de l'organisation, discipline personnelle, disponibilité, travail d'équipe. Expérience antérieure avec le public. Français et anglais. Diplôme d'études secondaires. Excellente santé.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae avant le 26 août 1989 à l'adresse suivante:

MINERVE CANADA
Edifice Wardair
Aéroport International de Montréal
Mirabel (Québec)
J7N 1C6
Attention: Directeur, Service en vol

CABINET DE COMPTABLES AGRÉÉS
de moyenne envergure recherche:

- Employé(e) pour tenue de livres informatique ainsi que pour secrétariat. Expérience requise sur logiciels comptables et/ou de traitement de textes. Salaire à discuter selon l'expérience.
- Comptable vérificateur avec un minimum d'un an d'expérience en vérification. Cette personne devra avoir complété un baccalauréat universitaire et être apte à travailler avec un minimum de supervision et pourrait prendre en charge certains dossiers. Salaire à discuter selon l'expérience.

Veuillez faire parvenir c.v. à:

**ROUTHIER, SCHEFFER, MASSON,
THERRIEN, TOURIGNY, c.a.**
5115, rue De Gaspé, bureau 200
Montréal (Québec)
H2T 3B7
Tél.: (514) 271-1515

**Géophysique GPR
International Inc.**

Techniciens
géologie
géophysique
électronique
informatique

Emploi permanent dans une compagnie de Longueuil en essor dans le monde entier.
L'emploi peut demander à voyager pour des périodes de 1 à 2 mois sur des chantiers ou à l'intérieur du pays.
Salaire de 19500\$ à 31500\$ selon qualifications et expérience.
Possibilité d'avancement rapide, plusieurs avantages.

Contactez: **M. Daniel Coch**
(514) 679-2400

**ARCHITECTE
ET / OU
TECHNICIEN(NE)**

Minimum 8 ans d'expérience canadienne. Devra être fort en design et en construction et faire preuve de leadership. Excellentes conditions à négocier. Travail à Laval.

BISSON DESCHENES Architectes
682-6360

L'équipe dynamique de l'Hôpital Général de Sorel recherche, pour son service d'activités dirigées, un(e)

Technicien(ne) en loisirs
(poste temporaire)

Vous élaborerez des programmes récréatifs, organiserez et animerez des activités à caractère sportif, ludique et socio-culturel.

Titulaire d'un D.E.C. pertinent à la fonction, vous apprécierez le travail en équipe, vous faites preuve de créativité et vous désirez occuper auprès d'une clientèle âgée ou handicapée. Votre enthousiasme pourrait suppléer à votre manque d'expérience. Ce poste est à temps complet, soit cinq jours par semaine.

Si vous êtes intéressé(e), faites parvenir votre curriculum vitae avant le 21 août 1989, à la :

**Direction des ressources humaines
Hôpital Général de Sorel
151, rue George
Sorel (Québec) J3P 1C8**

GÉRANT — GESTION DES MATÉRIAUX

Un manufacturier d'équipement de distribution électrique destiné aux compagnies hydro-électriques recherche un gérant — Gestion des matériaux d'expérience pour prendre en charge son département de gestion des matériaux à son usine de Saint-Léonard.

Le candidat choisi sera responsable des achats, de la planification de la production, du magasin ainsi que de l'expédition et de la réception des marchandises.

Le candidat recherché doit être bilingue, avoir un minimum de cinq (5) ans d'expérience pertinente dans une entreprise manufacturière. Il sera aussi capable de travailler sous pression avec un minimum de supervision, fera preuve de beaucoup d'initiative et d'un bon esprit d'analyse en plus de savoir communiquer efficacement avec les autres services de la compagnie.

Les personnes intéressées à relever ce défi sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae, sous pli confidentiel à:

Kearney Inc.
9240, Langelier
Saint-Léonard, Québec
H1P 2E1
Att.: Michel Desjardins

**DISTRIBUTEUR
EN ALIMENTATION**

Recherche représentant(e) bilingue possédant une auto pour visiter magasins à chaîne.

Région de Valleyfield et environs.

Salaire de base, possibilité de bonus, bonnes conditions.

S.v.p. postez votre curriculum vitae avec photo à:

Gestion Marbox
1551, Papineau
Montréal, Québec
H2K 4H7

**ESTIMATEUR INTERMÉDIAIRE
EN ÉLECTRICITÉ ET
INSTRUMENTATION**

Dawcolectric Inc., un entrepreneur en électricité et instrumentation, est à la recherche d'un estimateur intermédiaire en électricité et instrumentation.

FONCTIONS:
Le titulaire sera responsable d'effectuer le relevé matériel sur les plans et devis pour la préparation des soumissions.

EXIGENCES:
— avoir un D.E.C. en électrodynamique;
— une expérience de 3 à 5 ans sur des projets industriels;
— une bonne connaissance des produits électriques;
— familiarité avec l'utilisation de l'informatique;
— capacité de travailler en équipe;
— le bilinguisme est un atout.

Si ce poste vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 23 août 1989 à:

Mme DENISE AMANN
Dawcolectric Inc.
8315, Devonshire
Ville Mont-Royal (Québec)
H4P 2L1

Seules les personnes dont la candidature sera retenue recevront un accusé de réception.

ELKEM MÉTAL CANADA INC., entreprise de première transformation, qui oeuvre dans le domaine des ferro-alliages de manganèse, est à la recherche d'un

COORDONNATEUR
pour son service de l'entretien.

Le titulaire sera un des coordonnateurs à l'entretien, dont le rôle est de préparer et de réaliser de concert avec son supérieur et ses confrères de travail et autres ressources telle l'ingénierie, les projets qui lui sont assignés partant du stade initial au stade final de la mise en marche. Ces projets portent sur l'installation de nouveaux équipements et sur l'amélioration d'équipements existants.

Le titulaire sera appelé à prendre en charge un groupe de travail en place pour effectuer des réparations d'urgence ou comme remplaçant. La nature du travail demande une flexibilité et une disponibilité de temps pour répondre aux besoins lors des cas d'urgence et de travaux de réparation de grande envergure.

Vous possédez un D.E.C. dans un des domaines suivants: mécanique, électricité ou instrumentation avec un minimum de deux ans d'expérience en industrie et vous aimez les défis de taille.

Nous offrons un salaire concurrentiel et une gamme complète d'avantages sociaux.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser votre curriculum vitae à:

ELKEM
ELKEM METAL CANADA INC.
Service du personnel, Chemin du Canal, Beauharnois (Québec)
J6N 1W4

REPRÉSENTANT

PYLON, une compagnie qui possède de nombreuses usines et qui dessert le secteur de la télécommunication, cherche un représentant dynamique et motivé pour couvrir le Québec.

La personne choisie maîtrisera le français et l'anglais et sera détentrice d'un diplôme universitaire récent. De plus, elle saura s'exprimer et rédiger parfaitement.

PYLON offre une gamme complète d'avantages sociaux ainsi que l'occasion de faire carrière au sein d'une compagnie dynamique et en plein essor.

Faites parvenir votre curriculum vitae à:

**Direction des ventes
PYLON, COMPAGNIE DE DÉVELOPPEMENT
ÉLECTRONIQUE LTÉE**
2300, rue Victoria
Lachine, Québec
H8S 1Z3
Pas d'appels téléphoniques, s.v.p.

POSSIBILITÉ DE CARRIÈRE

YAMAHA CANADA MUSIQUE LTÉE recherche, pour sa Division Combo, un conseiller commercial pour ses marchés de Montréal et d'Ottawa.

Le candidat idéal est motivé, très organisé et possède de solides connaissances dans les ventes. On donnera la préférence à une personne ayant de l'expérience dans l'industrie de la musique auprès des détaillants ou des grossistes. Le candidat a une voiture pour effectuer quelques déplacements. Il est capable de jouer de plusieurs instruments de musique et d'en faire la démonstration.

Nous offrons un salaire attractif avec prime, allocation voiture et frais de déplacement et une gamme complète d'avantages sociaux.

Prière d'envoyer votre curriculum vitae, dont nous respectons le caractère confidentiel à:

YAMAHA CANADA MUSIQUE LTÉE
135, avenue Milner
Scarborough (Ontario)
M1S 3R1
À l'attention de: M. Jones

Le poste est ouvert également aux hommes et aux femmes.

ZENITH

**REPRÉSENTANT(E) DES VENTES
COMPTES NATIONAUX**

ZENITH, compagnie d'électronique établie au Canada depuis plus de 35 ans, est à la recherche d'un(e) représentant(e) pour ses comptes nationaux de l'Est du Canada.

La personne recherchée devra avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans le domaine de la vente et des relations publiques. La connaissance du marché de l'électronique serait un atout. Une bonne autonomie et une grande facilité de communication tant en anglais qu'en français sont nécessaires. La personne devra habiter la région de Montréal.

Un salaire de base, des frais de déplacements et d'excellents avantages sociaux sont offerts.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 25 août 1989:

**Service du personnel
ZENITH RADIO CANADA LTÉE**
900, boulevard St-Martin ouest
Ville de Laval, Québec H7S 2B6

Walesa est prêt à former un gouvernement

Il reçoit l'appui des petits partis mais inquiète les communistes

d'après AFP et AP
VARSOVIE

■ Le président de la République, le général Wojciech Jaruzelski, a lancé un appel au calme hier et souhaité réunir les principaux responsables polonais pour trouver une solution à la crise alors que le chef de Solidarité, Lech Walesa, se déclarait disposé à assumer les fonctions de premier ministre.

« Si le peuple (polonais) le veut, je n'ai d'autre moyen que d'assumer la présidence du conseil » des ministres, a déclaré Walesa, hier à Gdansk, dans le nord de la Pologne.

Dans un commentaire publié « la une » de *Gazeta*, le journal de Solidarité, Adam Michnik, le théoricien de l'opposition, a demandé au président de la République de confier à Lech Walesa la mission de former un nouveau gouvernement.

Michnik a fait valoir que Roman Malinowski, président du ZSL (Parti paysan), désigné par le général Czeslaw Kiszczak pour lui succéder dans la formation du cabinet, n'a selon lui « aucune chance » d'être investi par la Diète (parlement).

Les États-Unis exprimaient en-

tre-temps l'espoir d'une rapide formation d'un gouvernement polonais, soulignant que le processus « devait être géré à l'intérieur même de la Pologne ».

Par ailleurs, le président de Solidarité et Prix Nobel de la paix tenait à rassurer l'Union soviétique sur ses intentions. Lech Walesa a dit que les changements dans son pays devaient être opérés de manière à ne pas « bouleverser » l'ordre établi en Europe ni « porter atteinte » aux obligations de la Pologne découlant de son appartenance au Pacte de Varsovie, l'alliance militaire des pays d'Europe de l'Est.

De son côté, le président du club parlementaire du ZSL, Aleksander Borkowski, a affirmé hier que la « meilleure solution

pour sortir la Pologne de la crise était un gouvernement formé par Solidarité ». Pour sa part, le secrétaire du Parti démocrate (SD, 27 députés au parlement) a accepté de former une coalition avec Solidarité et le ZSL.

Ces rebondissements spectaculaires et les chances réelles pour Solidarité d'arriver au pouvoir au détriment du Parti ouvrier unifié polonais (POUP-communiste), ont « inquiété » le général Jaruzelski. Pour surmonter la crise, le président veut réunir les principaux responsables pour trouver des solutions. Le général Jaruzelski, qui se place en arbitre, pourrait convoquer un tel rassemblement en marge de la réunion de la Diète aujourd'hui et demain à Varsovie.

Ayant pratiquement gagné à sa

cause le ZSL et le SD, Lech Walesa ne veut pas entendre parler des communistes dans un gouvernement avec Solidarité, à l'exception des deux ministères-clés : Défense et Intérieur. Il a laissé au président Jaruzelski le soin de nommer des candidats à ces postes névralgiques.

Selon la constitution, le président assure la « continuité de l'Etat socialiste ». Le KOK (comité de défense du pays) peut, à tout instant, décréter l'état d'exception et l'état de siège en cas d'activités « menaçant » l'ordre public.

Si Lech Walesa accède au poste de premier ministre, son gouvernement sera le premier gouvernement non-communiste d'un pays de l'Est depuis la fin des années 1940.

Repère

Une brèche dans le Mur

■ Convalescent depuis le sommet du Pacte de Varsovie au début de juillet, Erich Honecker a rompu le silence lundi pour exalter devant des ouvriers d'Erfurt les vertus de la société socialiste, « seul ordre dans lequel l'homme peut s'épanouir ».

Ce singulier message, coïncidant avec le 28^e anniversaire de la construction du Mur de Berlin, prouve — si cela était encore nécessaire — à quel point le septuagénaire numéro un est-allemand a perdu contact avec ses compatriotes qui, en un flot sans cesse croissant, tentent de passer légalement ou illégalement à l'Ouest.

Dans le seul mois de juin dernier, 12 500 Allemands de l'Est sont parvenus ainsi à s'établir en RFA; d'ici la fin de l'année, selon Bonn, ils seront plus de 90 000, soit le nombre le plus élevé depuis qu'un certain 13 août 1961, Berlin-Est envoyait ses Vopos ériger le fameux mur pour stopper l'exode de sa population. (Depuis 1949, quelque 2,5 millions d'habitants avaient en effet fui la toute jeune République démocratique allemande.)

Mais pourquoi cette soudaine ruée maintenant? Alors qu'un vent de réformes souffle sur l'URSS, la Pologne et la Hongrie — avec glasnost, amorce de démocratisation, de pluralisme et d'économie de marché —, beaucoup d'Allemands de l'Est constatent d'abord que leur pays reste figé dans un splendide isolement marxiste-léniniste pur et dur.

Elections truquées, mensonges ronflants de la propagande, parti coupé de la base, toute dissidence étouffée par expulsion à l'étranger, ras-le-bol, misère morale. Meilleur niveau de vie du bloc de l'Est, certes, mais qui — libérés en moins, de surcroît — sera toujours inférieur à celui de la RFA, comme l'ont vu et rapporté les 1,2 million de visiteurs qui se sont rendus au cours du premier semestre 89 chez leurs parents de l'Ouest.

Pourquoi rester, se disent-ils avec d'autant plus d'acuité qu'ils craignent le retour de bâton qui suivra l'inévitable échec, selon eux, des réformes en URSS. Il est temps donc de partir avant que le rideau de fer ne redevienne infranchissable.

D'autre part parce qu'en janvier Berlin-Est a modifié et partiellement libéralisé sa politique d'émigration (les applicants doivent recevoir une réponse des autorités dans les six mois). Pres d'un million et demi de personnes (sur une population d'à peine 17 millions) auraient soumis alors leur demande. Le refus officiel communiqué récemment à la quasi totalité des applicants n'a fait qu'exacerber les frustrations. Les plus désespérés ont quasiment pris d'assaut la représentation ouest-allemande à Berlin-Est qui, occupée par 120 réfugiés, a dû fermer ses portes.

Les plus audacieux tentent de franchir le Mur devenu moins dangereux depuis la suppression de l'ordre de tir en juillet, obtenue dans le cadre du dialogue inter-allemand. Mais la filière la plus utilisée passe désormais par la Hongrie qui, en mai dernier, a démantelé ses barrières de barbelés à la frontière autrichienne. Plus de 1 600 Allemands de l'Est ont ainsi profité de ce « trou » et de la relative mansuétude des douaniers hongrois pour passer à l'Ouest. Les rumeurs selon lesquelles Berlin-Est décréterait incessamment des restrictions de voyage vers la Hongrie pour fermer cette filière a déclenché cet été une ruée de touristes est-allemands (ils seraient encore 200 000) dans ce pays. L'ambassade de RFA à Budapest, avec 180 réfugiés derrière ses grilles, est désormais fermée.

Se raidissant sous l'affront Honecker a répliqué en faisant monter les enchères. Il a refusé des laissez-passer aux réfugiés malgré l'intervention du chancelier Helmut Kohl et menacé de compromettre le dialogue inter-allemand, tout en rappelant la Hongrie à ses obligations de « pays frère ». La crise se résoudra probablement comme celle, similaire, de 1984, Bonn ayant alors fini par « acheter » pour une somme de \$2,6 millions le départ de 55 réfugiés est-allemands.

En attendant ce dénouement et d'hypothétiques réformes, des Allemands de l'Est continueront à voter avec leurs pieds.

GILBERT GRAND

DÉPÊCHES

USA-PANAMA

Noriega enlevé?

■ Le président George Bush n'a pas écarté hier la possibilité d'enlever le général Manuel Noriega, bête noire des États-Unis depuis son inculpation pour trafic de drogue par la justice américaine en février 1988. Il a rappelé le cas du palestinien Fawaz Younis, condamné aux États-Unis pour piraterie aérienne après avoir été enlevé en Méditerranée par des Américains. A Panama, hier, 22 marines ont testé le dispositif de défense de leur ambassade en simulant des attaques par hélicoptères.

Ethiopie

Corps retrouvés

■ Les autorités éthiopiennes ont retrouvé les corps des 16 personnes tuées dans l'écrasement de l'avion dans lequel prenaient place notamment le représentant du Congrès américain Mickey Leland ainsi que ses adjoints. Ce n'est qu'hier qu'un hélicoptère a pu récupérer les corps qui gisaient sur une montagne escarpée dans le sud du pays. Tous les passagers sont morts dans l'accident, dont huit autres Américains, outre Leland, et sept Ethiopiens.

TURQUIE

Cadavres découverts

■ Les cadavres de six des dix villageois enlevés jeudi près de Hakari (frontière avec l'Irak et l'Iran) par des séparatistes kurdes ont été découverts hier. Les quatre autres villageois ont été libérés. Douze personnes ont été enlevées dans cette région lors d'une autre attaque. Cela porte à 14 le nombre de morts en deux jours, dont un civil et sept gendarmes tués dans la nuit de lundi. Les Kurdes sont soupçonnés d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, clandestin).

IRLANDE DU NORD

Dirigeant de l'IRA expulsé

■ Martin Galvin, dirigeant de l'association américaine Noraid, qui collecte des fonds pour le Sinn Féin (branche politique de l'IRA), arrêté hier à Londonderry (Irlande du Nord), sera expulsé du Royaume-Uni, où il est interdit de séjour depuis six ans. Cet avocat new-yorkais avait été arrêté hier par la police alors qu'il se trouvait avec le vice-président du Sinn Féin, M. Martin McGuinness. Via Londres, Galvin doit être renvoyé aux États-Unis. Ses avocats s'opposent à cette expulsion.



Les Sud-Coréens arrêtent la « passionaria » de la réunification des deux Corées

L'étudiante sud-coréenne Im Su-Kyong, « la fleur de la réunification » entre les deux Corées, a été arrêtée, hier, alors qu'elle franchissait la ligne de démarcation à Panmunjom pour rentrer en Corée du Sud. L'étudiante de 21 ans de l'université de Séoul, qui s'était rendue en Corée du Nord malgré l'interdiction de son gouvernement, doit être interrogée par des agents de la sécurité sud-coréenne. Un prêtre catholique, Moon Kyu-Hyun, a également été arrêté. Des milliers de policiers anti-émeutes bloquaient la route aux journalistes ainsi qu'aux étudiants extrémistes venus accueillir leur « passionaria ».

PHOTOLASER REUTER

Moscou ne maîtriserait plus l'agitation nationaliste

d'après AFP et AP
MOSCOU

■ En URSS, les républiques baltes et l'Azerbaïdjan connaissent de nouvelles tensions et des députés du Soviet suprême (parlement), de même que l'organe du Parti communiste, *Pravda*, estiment que la situation devient difficilement contrôlable.

Alors que la grève de la minorité russophone se poursuit dans plusieurs dizaines d'entreprises d'Estonie, *Pravda* a fustigé hier les directions du parti dans les trois républiques baltes. Les comités centraux de Lettonie, de Lituanie et d'Estonie doivent prendre position en faveur d'un renforcement des liens entre ces républiques et l'URSS, à un moment où des groupes « anti-soviétiques » attisent une « hystérie nationaliste » et réclament l'indépendance totale, a ajouté l'organe du PC.

En Azerbaïdjan, la situation est « très inquiétante » à Bakou, la capitale, où « les autorités n'ont plus le contrôle », a indiqué hier Mme Galina Staravoirova, députée d'Arménie et membre de la commission du Soviet suprême sur le Nagorny-Karabakh.

Un important rassemblement s'était tenu lundi soir dans le cen-

tre de Bakou à l'appel du Front populaire d'Azerbaïdjan. Il y avait été décidé de suspendre jusqu'à samedi le mouvement de grève engagé pour obtenir la suppression de l'administration spé-

ciale du Nagorny-Karabakh, mise en place au début de l'année par Moscou dans cette région autonome de l'Azerbaïdjan, dont la majorité arménienne demande le rattachement à l'Arménie.

LE 40^e DE KLM

«KLM CÉLÈBRE SON 40^e ANNIVERSAIRE AVEC SON NOUVEAU 747-400!»



LA SUPERBE OFFRE 747-400\$: MONTREAL-AMSTERDAM TARIF ALLER-RETOUR

400\$

«VOUS POURRIEZ VOYAGER À BORD DU TOUT NOUVEAU 747-400»

C'est pour bientôt! Le nouveau 747-400 de KLM: le confort intercontinental à son maximum. Montez à bord: pour seulement 400\$ aller-retour*, vous vous retrouvez à Amsterdam.

Mais... réservez dès maintenant! Bien sûr, ce fabuleux appareil fera partie de notre flotte pour longtemps... mais cette offre exceptionnelle n'est en vigueur que pour 40 jours. Les départs doivent s'effectuer entre le 21 octobre et le 30 novembre 1989. Retour avant le 10 décembre.

La superbe offre KLM 747-400\$. Quelle belle façon de voyager! Quelle belle façon d'économiser!



La ligne de confiance KLM

*Les tarifs sont soumis à l'approbation gouvernementale et peuvent changer sans préavis. Les places sont limitées et dépendent des disponibilités. Certaines conditions peuvent s'appliquer à propos des jours, dates et réservations. Demandez tous les détails à votre agent de voyage.

COURS D'IMPÔT

PROGRAMME — Pendant ce cours de 13 semaines, les participants étudieront toutes les phases de la préparation d'une déclaration d'impôt y compris les lois fiscales courantes, la théorie et l'application. Des cours d'impôt de base sont disponibles. Les diplômés recevront une attestation d'aptitudes de H&R Block.

H&R BLOCK CONNAÎT L'IMPÔT ET SAIT COMMENT l'enseigner. Nos instructeurs, des experts en impôt qui ont reçu une formation spéciale, feront de chaque session une expérience à la fois intéressante et stimulante avec des discussions, des textes de référence et des instructions en utilisant des formules et des annexes prescrites.

LES COURS COMMENCENT BIENTÔT — L'inscription est ouverte et les cours commencent le 13 septembre

offrent un choix de classes le matin, l'après-midi et le soir. N'IMPORTE QUI PEUT S'INSCRIRE. CEUX QUI S'INSCRIVENT n'ont besoin que du désir d'apprendre.

LES FRAIS DE SCOLARITÉ SONT MODESTES et couvrent le cours complet, y compris les manuels, le matériel, les fournitures, les guides de référence, et l'inscription. Il n'y a pas de frais supplémentaires. Un plan de paiement par acomptes est disponible si désiré.

DES DÉTAILS COMPLETS PEUVENT ÊTRE OBTENUS EN CONTACTANT le bureau de H&R Block par téléphone. Renseignez-vous sur les emplacements des classes, les dates du commencement des cours, l'inscription, etc. Faites vite, car la place est limitée. En vous inscrivant de bonne heure, votre place est assurée.

Pour renseignements supplémentaires appelez maintenant
747-6732

H&R BLOCK

Qui pourrait vous offrir un meilleur cours d'impôt?

Bush s'efforce d'entretenir l'espoir de dialogue avec l'Iran

AFP, UPI et Reuter
TEHÉRAN

■ Le président George Bush a exhorté hier l'Iran à contribuer à faire libérer les otages américains détenus au Liban et à adresser ainsi «un signal clair et net» qu'il désire améliorer les relations bilatérales avec les États-Unis.

Cette déclaration, faite en conférence de presse à la Maison-Blanche, coïncidait avec la démission du nouveau chef de l'État Ali Akbar Hachemi Rafsandjani de son ancien poste de président du Majlis, et intervenait au lendemain d'un net durcissement de l'Iran à l'égard des États-Unis sur la question des otages.

L'ayatollah Ali Khamenei, guide de la République islamique et autorité suprême, a en effet étouffé lundi l'espoir de dialogue avec l'Occident que représentait Rafsandjani pour trouver une solution à la crise des otages en de-

clarant que «personne n'a négocié ni ne négociera» avec les États-Unis.

Cette reprise en main idéologique par le successeur de l'imam Khomeiny est elle-même conséquence au refus de l'administration Bush d'envisager, dans le cadre des tractations autour des otages détenus au Liban, la libération des avoirs iraniens gérés par les États-Unis depuis l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran en novembre 1979.

Durcissant le ton hier, le quotidien *Kayhan International* écrivait que «l'Iran n'a rien à voir avec la crise des otages au Liban, qui est une affaire purement libanaise», et que «George Bush s'illusionne s'il veut compter sur l'aide de l'Iran sans tenir compte des conditions de l'Iran».

À Washington, le président américain affirmait hier que s'il trouvait un moyen sûr de libérer les otages occidentaux au Liban, y

compris par la force, il n'hésiterait pas à l'employer. Mais il a souligné qu'il ne voulait pas être responsable de la mort d'innocents.

Il a ajouté que les États-Unis ne prévoyaient pas de demander à Israël l'extradition du cheikh Abdel Karim Obeid, le religieux chiite enlevé par les Israéliens au

Sud-Liban. «Nous n'avons aucune inculpation à son encontre», a-t-il dit, en précisant qu'une demande d'extradition nécessiterait une inculpation. Israël, entre-temps, décidait de détenir le cheikh Obeid pour six mois sans procès, mesure utilisée couramment contre les opposants palestiniens dans les Territoires occupés.

À Washington toujours, le Pentagone refusait hier de commenter un nouveau selon laquelle des forces spéciales américaines étaient prêtes à lancer une opération secrète pour libérer les otages américains au Liban en 1986, mais que l'opération avorta après la révélation de la visite secrète à Téhéran du conseiller de la Maison-Blanche Robert McFarlane.

En Iran, les analystes estiment que le successeur de Khomeiny, ayant mesuré toute la force d'une opposition radicale que seules avaient su faire taire les positions extrémistes de Rafsandjani avant son élection, a pris clairement ses distances avec le nouveau président, compliquant du même coup les chances d'un dialogue irano-américain.

Appel contre le meurtre de Palestiniens collaborateurs d'Israël

d'après AFP
JÉRUSALEM

■ Le directeur du Centre d'études arabes de Jérusalem-est, Fayçal Hussein, a lancé hier un appel aux Palestiniens des Territoires occupés afin qu'ils cessent de «tuer leurs compatriotes qui collaborent avec les autorités israéliennes».

Dans une interview à l'agence israélienne *Itim*, Hussein, l'un des chefs de file de l'Intifada souvent emprisonné, a déclaré: «Il faut permettre aux Palestiniens soupçonnés

de collaborer avec Israël de se repentir et de cesser leurs activités».

Une centaine de Palestiniens accusés de collaborer avec Israël ont été tués depuis le début de l'Intifada (soulèvement) en décembre 1987. Quelque 500 autres ont été victimes de la répression israélienne, ou d'actions menées par des civils et des colons juifs. Hier, neuf Palestiniens étaient blessés par balles au cours d'affrontements avec des soldats dans les Territoires occupés.

À Tunis, Khaled al-Hassan, du Fath, confirmait que le ministre israélien de la Défense, Yitzhak Rabin (travailliste), avait

adressé un message à Yasser Arafat, président de l'OLP. Selon l'hebdomaire égyptien *Octobre*, Rabin y expose «les principes» sur la base desquels il conviendrait d'envisager le règlement de la question palestinienne et se déclarait prêt à «rencontrer une délégation palestinienne mandatée des Territoires occupés».

Enfin, l'Arabie saoudite a remis à l'OLP un chèque de \$6 millions représentant la septième tranche de sa contribution au fonds de soutien à l'Intifada, ce qui porte à \$42 millions le total versé depuis le début de l'année par le royaume saoudien à la centrale palestinienne.

RÉCLAME SEARS DE 1 JOUR
JEUDI, LE 17 AOÛT 1989
TOUS LES MANTEAUX
POUR FEMMES SERONT À
30% DE RABAIS



INCLUANT LES **MANTEAUX** DE NOS **2 NOUVELLES COLLECTIONS...**
V.I. PETITES ET IMAGE. MAINTENANT CHEZ SEARS!

Prix en vigueur le 17 août 1989, dans la limite des stocks disponibles.

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT • SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA •
LA CARTE DE CRÉDIT N° 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA • LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE, DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. **Ville St-Laurent**, la Place Vertu, 335-7770; **Brossard**, Mail Champlain, 465-1000; **Anjou**, Galeries d'Anjou, 353-7770; **Laval**, Carrefour Laval, 682-1200; **LaSalle**, Carrefour Angrignon, 364-7310; **St-Jérôme**, Carrefour du Nord, 432-2110; **St-Jean**, Carrefour Richelieu, 349-2651; **Ste-Marthe-sur-le-Lac**, Les Promenades Deux-Montagnes, 491-5000. Copyright Canada, 1989, Sears Canada Inc.